



Unité d'appui à la stabilisation

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation Rapport consolidé n°11

Période : janvier – décembre 2021

31 mars 2022

Table des matières

Acronymes	2
Introduction – Aperçu des résultat obtenus	4
Progrès vers les objectifs prioritaires de stabilisation	5
Nord Kivu.....	6
Sud Kivu.....	13
Ituri.....	20
Progrès vers les fonctions de l’Unité d’appui à la stabilisation.....	29
Produit 1 : Le secrétariat technique est capable de coordonner et mettre en œuvre efficacement et conjointement la stratégie ISSSS 2020 - 2024	30
Produit 2 : Les institutions nationales disposent de l’expertise, des stratégies et d’une autonomie adéquate sur la stabilisation et l’intégration du genre	36
Travail stratégique : PDDRCS	37
Produits de connaissance.....	38
Audits	38
Gestion des risques.....	39

Acronymes

AAP	Appel à propositions
ACIAR	Appui à la communication interculturelle et l'auto-promotion rurale
ADF	Forces démocratiques alliées (<i>Allied Democratic Forces</i>)
AG	Agent de gestion
AGR	Activité génératrice de revenu
APC	Action pour la paix et la concorde
ASP	Action solidaire pour la paix
CAN	Conseil d'administration national
CAP	Conseil d'administration provincial
CAS	Section des affaires civiles de la MONUSCO
CCRCC	Commission consultative de règlement des conflits coutumiers
CODECO	Coopérative pour le développement du Congo
CONAREF	Commission Nationale de la Réforme Foncière
CORDAID	<i>Catholic Organization for Relief and Development Aid</i>
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CVD	Comité villageois de développement
DRC	<i>Danish Refugee Council</i>
ETD	Entités territoriales décentralisées
FACE	Autorisation de financement et de confirmation des dépenses (<i>Funding Authorization and Certificate of Expenditures</i>)
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FCDO	Bureau des affaires étrangères et du Commonwealth (<i>Foreign, Commonwealth & Development Office</i>)
FCS	Fonds de cohérence pour la stabilisation
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
FRPI	Force de résistance patriotique d'Ituri
FPIC	Front patriotique et intégrationniste du Congo
FPS	Femmes, Paix et Sécurité
HACT	Approche harmonisée de remise d'espèces (<i>Harmonized Approach to Cash Transfers</i>)
ILP	Initiative locale de paix

ISSSS/I4S	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation pour l'Est de la RDC
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
NDC-R	Nduma défense du Congo-Rénové
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
OPS	Objectifs prioritaires de stabilisation
PDL	Plan de développement local
PDDRCS	Programme national de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation
PMO	Partenaires de mise en œuvre
PNC	Police nationale congolaise
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUNO	Organisations participantes non-Nations unies (<i>Participating Non-United Nations Organisations</i>)
RAE	Restauration de l'autorité de l'État
RBF	Financement basé sur les résultats (<i>Results-Based Financing</i>)
RRR	Retour, réintégration et relèvement socio-économique
SEA	Suivi, évaluation et apprentissage
SFCG	<i>Search for Common Ground</i>
SMS	Système de suivi de la stabilisation (<i>Stabilization monitoring system</i>)
SOFAD	Solidarité des femmes activistes pour la promotion et la défense des droits
STAREC	Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés
UAS	Unité d'appui à la stabilisation
UCBC	Université chrétienne bilingue du Congo
USD	Dollar américain (<i>United States dollar</i>)
ZOA	<i>Zuid Oost Asie</i>

Introduction – Aperçu des résultats obtenus

L'année 2021 a été une année de transition pour le Fonds de cohérence pour la stabilisation (FCS). À son apogée, le Fonds a géré 28,4 millions de dollars américains (USD) de programmation active à travers 13 projets dans ses trois provinces d'intervention (l'Ituri, le Nord Kivu, et le Sud Kivu) et au siège du FCS à Goma. Le FCS a aussi reçu plus de 7 millions de USD de fonds supplémentaires du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la Suède et de la Norvège.

Par ailleurs, le Fonds a considérablement augmenté son travail d'engagement politique en 2021 pour donner suite aux recommandations formulées par les parties prenantes, et en phase avec plusieurs évaluations de projets. La cellule Engagement Politique a démarré son travail autour des thématiques de la transhumance et des conflits fonciers au Sud Kivu, de l'accès à la terre et des grandes concessions au Nord Kivu, de la gouvernance et l'administration locale dans les zones de conflit et de contestation du pouvoir coutumier, de la réforme foncière au niveau national et au Nord Kivu, tout en apportant un soutien technique à de nombreux projets financés par le FCS. Cet appui a bénéficié d'un financement partiel du FCS.

L'Unité d'appui à la stabilisation (l'UAS) a également soutenu la coordination des discussions autour du Programme national de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRCS). Au niveau national, l'UAS à travers des financements bilatéraux a financé un consultant international afin de consolider les commentaires de l'ONU sur la stratégie nationale PDDRCS. Au niveau provincial, des projets du FCS mis en œuvre par Interpeace et ACIAR ont contribué à ce processus et ont recueilli les points de vue provinciaux et locaux sur la démobilisation communautaire afin d'enrichir les futures stratégies et plans opérationnels du P-DDRCS au niveau provincial.

Le manque de clarté sur le partenaire gouvernemental du Fonds a entravé ses opérations. En juillet, le Gouvernement de la République démocratique du Congo a intégré le partenaire traditionnel du Fonds, le programme de stabilisation et de reconstitution des zones sortant des conflits armés (STAREC), qui relevait du Ministère du Plan, au sein du P-DDRCS. Le P-DDRCS dispose d'une nouvelle structure de gouvernance dépendant directement de la Présidence de la République et non du Ministère du Plan. Jusqu'à la date de rédaction de ce rapport, les membres du Conseil d'administration national (CAN) du fonds restent dans l'attente d'un positionnement des autorités sur la participation gouvernementale au sein du CAN.

Les questions relatives à la prolongation du Fonds ont été au centre des discussions entre les membres du CAN lors du dernier trimestre de 2021. La décision quant à la poursuite ou non du Fonds, et sous quelle forme, sera prise en 2022, en fonction du positionnement des membres du CAN sur le financement des initiatives de consolidation de la paix et de stabilisation en RDC. Une évaluation externe du FCS a été initiée pour informer ce processus décisionnel et elle devrait fournir ses recommandations au courant du deuxième trimestre 2022.

Le présent rapport cartographie les progrès atteints vers les objectifs prioritaires de stabilisation ; rend compte des progrès par fonction ; puis souligne le travail stratégique sur le PDDRCS ; énumère les produits de connaissance financés par le fonds ; avant de résumer les résultats des audits de 2021, et présente la matrice des risques mise à jour concernant le FCS.

Progrès vers les objectifs prioritaires de stabilisation

Les objectifs prioritaires de stabilisation (OPS) constituent le cadre stratégique qui sous-tend le travail de la Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation (l'ISSSS) dans les provinces. Ils sont mis à jour annuellement par le biais d'un atelier participatif, où l'UAS invite les partenaires de mise en œuvre, la société civile, les autorités gouvernementales provinciales, les groupes de femmes et de jeunes, les sections de la MONUSCO et les agences de l'ONU à identifier les principaux problèmes et solutions et à développer des recommandations ciblées par province basées sur l'ISSSS, sur la base des Plans de développement provinciaux (PDP), ainsi qu'en appui à la stratégie de transition de la MONUSCO. Le travail des différents instruments à disposition est ensuite aligné sur ces stratégies par le biais des projets du FCS et du travail des fonctions de l'UAS (coordination, engagement politique, renforcement des capacités, etc).

Les OPS ont pour objectif de :

- Articuler la vision conjointe du Gouvernement et de la Communauté internationale sur les questions de stabilisation ;
- Clarifier la durée et l'ampleur des interventions nécessaires dans une zone donnée ;
- Identifier les mécanismes de mise en œuvre par une combinaison de mécanismes disponibles : projets financés par le Fonds de cohérence pour la stabilisation, projets alignés et/ou engagement politique.

Pour répondre aux besoins de l'adaptation et articulation de l'ISSSS pour la mise en œuvre des projets et des solutions en fonction du contexte local, les partenaires de stabilisation ont adopté des objectifs prioritaires de stabilisation dans les zones prioritaires, et plus largement pour les provinces d'intervention. Sur base des facteurs d'instabilité identifiés, ces objectifs proposent des solutions appropriées, les stratégies de mise en œuvre, et l'état final recherché. Bien que ces objectifs s'alignent sur les 5 piliers de la stratégie programmatique de l'ISSSS, ils sont plus spécifiques et basés sur une analyse du contexte local et des recommandations du dialogue démocratique. Ils sont simples, quantifiables à travers des indicateurs de succès objectifs. Par ailleurs, ces objectifs prioritaires de stabilisation sont à la fois programmatiques et politiques, permettant un plaidoyer ciblé.

Les trois provinces du Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri ont fait l'objet de cette révision participative en 2021 lors d'ateliers qui a réuni le personnel de l'UAS, les partenaires de mise en œuvre, la société civile et le personnel du Gouvernement provincial dans chacune des trois provinces. Ces OPS n'ont cependant pas été validés formellement par les membres du Conseil d'administration provincial (CAP) car ce dernier reste dans l'attente d'une décision sur la participation gouvernementale en son sein, suite à la dissolution du STAREC. L'UAS a tout de même pris l'option de suivre les OPS de 2021 dans son rapport cette année. Ainsi, la section suivante décrit les OPS par province et montre comment chaque projet et fonction a contribué à leur réalisation en 2021.

Nord Kivu

L'atelier provincial de stabilisation du Nord Kivu a identifié de multiples facteurs de conflit dans la zone. L'analyse des participants a indiqué que la paix n'est pas réalisable tant que les groupes armés de la zone ne sont pas désarmés et démobilisés, les combattants étrangers retournant dans leur pays d'origine et les combattants locaux s'inscrivant dans un processus de réintégration durable. Des processus doivent être aussi établis pour traiter les conflits de pouvoir coutumier et les contestations foncières.

Sur cette base, les objectifs prioritaires de stabilisation par zone se présentent comme suit :

Zone prioritaire	Objectifs prioritaires de stabilisation
Autour de Kitshanga	<ul style="list-style-type: none">- Les autorités coutumières et les services de sécurité sont retournés à Bwito et Bashali- Les principaux groupes armés sont démobilisés, en prenant compte les recommandations relatives à la sécurité et aux groupes armés issus du processus DD et des tables rondes.- Les solutions facilitant l'accès à la terre et adressant la problématique des grandes concessions sont mise en œuvre.
Lubero Sud-Bwito Nord	<ul style="list-style-type: none">- Les principaux groupes armés sont démobilisés et leurs combattants réintégrés selon les orientations du nouveau programme DDRCS.- Les parties prenantes aux conflits violents s'accordent sur les griefs sous-jacents et identifient des actions pour trouver des solutions à ces problèmes.
Beni-Nord	<ul style="list-style-type: none">- Les principaux groupes armés sont démobilisés grâce à un processus DDRCS crédible, soutenu par des progrès durables dans le traitement des causes sous-jacentes et des moteurs des conflits.- Le retour de l'administration civile dans les zones pacifiées et non-militarisées crée des « dividendes de la paix » pour les populations locales.
Lac Edouard - Côte Ouest	<ul style="list-style-type: none">- Le trafic lacustre est réduit grâce au renforcement de l'autorité de l'État.- Les principaux groupes armés sont démobilisés et leurs combattants réintégrés selon les orientations du nouveau programme DDRCS.

Engagement Politique

La cellule d'engagement politique a soutenu trois actions dans le Nord ; i) l'accès à la terre et les grandes concessions, ii) conflits fonciers et réforme foncière dans la province du Nord Kivu, iii) Appui au lancement du programme I4S dans la zone Sud Lubero / Nord Bwito.

L'accès à la terre et les grandes concessions : Face à la diversité des approches répertoriées par la Cellule engagement politique¹ et à la nécessité de consolider les acquis des programmes ISSSS (tout en gérant les risques associés au modèle USTAWI²), la Cellule engagement politique s'est fixée l'objectif spécifique suivant : « Une stratégie intégrée pour l'inventaire et la mise en valeur de certaines concessions pilotes est développée par un groupe de travail restreint (i.e. constitué autour des autorités compétentes), financée et mise en œuvre de manière sensible aux conflits (dans le cadre de l'initiative

¹ Les projets de stabilisation menés sur cet enjeu l'ont abordé de quatre manières : 1) négociation pour l'accès à la terre dans les concessions (sous forme de métayage) et/ou la négociation de conditions de métayage plus favorables aux petits exploitants ; 2) organisation de médiations ponctuelles/dialogues entre concessionnaires d'une part et entre concessionnaires et populations locales de l'autre (notamment en cas de conflits de limites, d'expulsions forcées ou de contestation des droits de propriété) ; 3) plaidoyer et l'appui au développement de politiques publiques dans une logique de régulation (inventaire, limitation des superficies, etc.) et de redistribution ; 4) appui à la mise en valeur des concessions grâce à la relance des cultures pérennes dans le cadre du projet ISSSS Nija za Makubaliano (en appui à la coopérative USTAWI, dans une logique de « business for peace »).

² Plusieurs intervenants craignent que l'approche USTAWI entérine une inégalité foncière et un rapport de force défavorables aux petits exploitants/anciens ouvriers (au lieu de le questionner) et qu'elle soit, de ce fait, source de nouvelles tensions.

USTAWI) »³. La cellule a établi de contacts préliminaires et mobilisé des autorités provinciales et de certains partenaires de mise en œuvre (*International Alert*, Action Solidaire pour la Paix (ASP), UCBC, Transition Int., *Zuid Oost Asie* (ZOA), Forum des Amis de la Terre (FAT), Confédération Nationale des Producteurs Agricoles du Congo (CONAPAC)) en vue de la mise en place d'un groupe de travail restreint sur les grandes concessions.

Conflits fonciers et réforme foncière dans la province du Nord Kivu : Sur cet enjeu, la Cellule engagement politique s'est fixé l'objectif suivant : « *Les préoccupations/priorités exprimées par les partenaires et les bénéficiaires des programmes ISSSS sont intégrées dans la politique publique provinciale du NK en matière foncière (P3_FAT)* ». Les activités de ce travail étaient prévues en 2021 mais ont eu lieu en dehors de la période de référence, début 2022.

Appui au lancement du programme ISSSS dans la zone Sud Lubero / Nord Bwito : L'expérience des programmes ISSSS montre qu'à leur lancement, ces programmes souffrent généralement de la méfiance et/ou du scepticisme de certains acteurs clés, voire de manipulations politiques et identitaires qui tentent de faire obstacle à leur bonne exécution. L'adhésion des acteurs-clés, politiques, sécuritaires et économiques, exerçant une influence (positive et/ou négative) sur les dynamiques de conflit et leur engagement constituent pourtant une condition incontournable du succès des interventions de stabilisation.

Fort de ce constat et en attendant que le processus de dialogue démocratique prévu dans le cadre du projet Muda Wa Amani fixe les priorités sur lesquelles des stratégies d'engagement politique ciblées seront élaborées, la cellule s'est fixée l'objectif suivant : « *L'adhésion des acteurs-clés (coutumiers, politiques, sécuritaires et économiques) au projet ISSSS dans Lubero Sud – Bwito Nord et leur influence positive en appui à sa mise en œuvre sont renforcées* ».⁴ Au cours de la période de rapportage, la cellule d'engagement politique a fourni un soutien technique à la zone Sud Lubero/Nord Bwito pour identification et la mobilisation des acteurs influents (avec l'objectif de sécuriser un certain nombre de soutiens et de créer un environnement politique favorable au lancement du programme ISSSS dans la zone). Les modalités de leur engagement et de leur appui au programme seront définies avec ces acteurs, avec les partenaires de mise en œuvre et avec les Affaires politiques de la MONUSCO au lancement du projet ISSSS (2^e trimestre 2022).

Coordination

Dans le cadre de la fonction de coordination, l'équipe de coordination a mis à jour la cartographie des interventions pour le Nord Kivu, et a organisé des réunions bilatérales avec les autorités gouvernementales pour établir des mécanismes de coordination provinciaux.

Conseil technique et appui aux politiques

En tant que fonction transversale, le conseil technique et appui aux politiques a soutenu la mise en œuvre de la stratégie d'engagement politique au Nord Kivu. Concrètement, cela s'est traduit par la contribution au rapport de l'Université chrétienne bilingue du Congo (UCBC) sur les conflits liés au parc des Virunga dans le Mayangose, l'organisation d'un groupe de réflexion sur la coopérative USTAWI, et la relance

³ Ces objectifs d'engagement politique (au nombre de 16) et les actions planifiées pour chacun d'eux sont présentées de manière détaillée dans la Stratégie d'engagement politique de l'UAS et sa programmation pour 2022 (en annexe).

⁴ "Muda Wa Amani" est le projet sélectionné par le Secrétariat Technique et le Nord Kivu. Il sera mis en œuvre après une micro-évaluation réussie du partenaire sélectionné.

des activités de coordination sur la question de la gestion des terres sous l'autorité du Gouvernement provincial.

Suivi, évaluation et apprentissage

Contrairement aux autres provinces, le Nord Kivu n'a pas d'indicateurs à communiquer pour 2021 dans le cadre du Système de suivi de la stabilisation 5 (SMS). Ceci est dû au fait que les derniers projets « Ensemble pour Beni » et « Njia za Makubaliano » (ou « Njia ») ont débuté en 2018 sous l'ancien système de suivi et évaluation. Le SMS 5 a été mis en place en 2021 pour accompagner le projet de dialogue démocratique mis en place par Pole Institute dans la ville de Beni.

Programmation FCS

2021 a été une année de transition pour le portefeuille de projets financés par le FCS au Nord Kivu. Deux projets de longue date ont pris fin, « Ensemble pour Beni » et « Njia », tandis qu'un projet mené par Pole Institute a démarré. Les évaluations finales des projets clôturés ont mis en évidence les principales leçons apprises, qui sont expliquées plus en détail ci-dessous. « Njia » a démontré le succès de l'utilisation du dialogue démocratique pour faire avancer des actions concrètes et réalisables afin d'améliorer la sécurité dans une zone, tandis qu'« Ensemble pour Beni » a mené à bien un grand projet de construction grâce à la coopération entre l'UAS, les sections de la MONUSCO et la communauté de Beni.

Le portefeuille a également été confronté à des défis majeurs, puisque l'allocation de 3 millions de USD pour Kitshanga reste bloquée en attendant la finalisation d'un audit spécial par l'agent de gestion du partenaire sélectionné. Ce processus a pris plus d'un an et a mis en avant certaines faiblesses dans la procédure de sélection des projets du FCS. Enfin, le Secrétariat technique provincial de l'ISSSS au Nord Kivu a reporté le lancement de l'appel à projet pour Bwito Nord et Lubero Sud à la fin 2021, l'insécurité ayant empêché la réalisation d'une mission initiale pour la nouvelle zone. Pour remédier à ces faiblesses, le FCS est en train de revoir ses procédures de sélection et s'évertue désormais à disposer de drafts avancés des appels à propositions potentiels avant les réunions du CAN afin de minimiser les retards ultérieurs.

00111136 Ensemble pour Beni

Après trois ans et trois mois de mise en œuvre, le projet « Ensemble pour Beni », doté de 7 millions de dollars américains, a pris fin en septembre 2021. Géré par l'Organisation Internationale pour les Migrations (l'OIM), le projet comptait quatre principaux partenaires de consortium : Interpeace, World Vision, Search for Common Ground et l'Université Chrétienne Bilingue du Congo (UCBC). Ses activités s'articulaient autour des piliers suivants : dialogue démocratique, retour, réintégration et relèvement socio-économique (RRR), restauration de l'autorité de l'État (RAE). Elle a répondu à l'OPS à Beni Nord : "Le retour de l'administration civile dans les zones pacifiées et non militarisées crée des "dividendes de la paix" pour les populations locales. »

Les résultats escomptés dans le cadre de ce projet étaient les suivants⁵ :

- Résultat 1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'État congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les principaux conflits violents dans la zone prioritaire de stabilisation ;

⁵ Ce projet utilise des objectifs spécifiques plutôt que des résultats. Toutefois, pour des raisons de cohérence du rapport, ils sont désignés comme des résultats.

- Résultat 2 : Conditions plus favorables pour la relance économique locale ;
- Résultat 3 : Reddition de comptes (à travers des mécanismes) des institutions étatiques améliorées envers les femmes, jeunes femmes, jeunes hommes et hommes des communautés

Dans le cadre du résultat 1, le consortium a identifié 75 conflits et en a traité 20. Il a organisé 40 sessions de dialogue qui ont porté sur les conflits liés aux ressources naturelles, à la gestion des terres, à la concurrence entre les groupes de jeunes, aux limites administratives entre les groupements, aux questions d'identité à Watalinga, et enfin sur une analyse des conflits au niveau provincial.

Les activités du résultat 2 étaient très vastes et consistaient à améliorer l'accès et la qualité des services de gestion foncière, l'accès aux marchés et au crédit, l'amélioration des chaînes de valeur agricoles, les formations professionnelles pour les jeunes, et le renforcement des services techniques miniers et de la chaîne d'approvisionnement pilote de traçabilité de l'or. Au cours de l'étude de la situation finale en fin de projet, 60% des hommes et des femmes interrogés ont déclaré avoir un bon ou très bon accès à la terre et aux ressources naturelles, tandis que 85,5% des ménages ont confirmé leur dépendance à l'égard de l'agriculture, de la pêche ou de l'élevage pour leurs principales activités économiques.

Dans le résultat 3, seulement 24% des personnes interrogées à Beni ont estimé que les autorités locales répondaient bien ou très bien aux intérêts des populations. Ce faible niveau de résultat à la fin du projet peut s'expliquer en partie par la persistance de mauvaises relations entre les autorités de Beni et la population générale. Dans le cadre de cet objectif, le projet a réussi à construire la mairie de Beni et à procéder à la remise du bâtiment au Gouverneur de la province du Nord Kivu le 22 septembre 2021. Par suite d'un rapport de l'ingénieur MONUSCO, les fenêtres doivent être améliorées pour empêcher l'eau de pénétrer dans le bâtiment et les prises électriques doivent être réparées. L'OIM s'est engagée à finaliser ces travaux en 2022.

L'évaluation de la situation finale du projet a fourni une vue généralement favorable du projet et n'a pas fait de recommandations substantielles pour la programmation du FCS, hormis celle de poursuivre le travail de dialogue démocratique. Cependant, les discussions avec le Secrétariat technique provincial de l'ISSSS et l'OIM ont permis de relever les défis suivants :

- Le travail de dialogue démocratique s'est avéré trop localisé et n'a pas été suffisamment lié aux processus nationaux ou aux principaux facteurs de conflit dans la région. Il ne s'est pas non plus aligné correctement avec le travail mené par la Section des affaires civiles de la MONUSCO. Pour atténuer ce risque à l'avenir, des démarches ont été initiées en partenariat avec la Cheffe du bureau de la MONUSCO au Nord Kivu afin de mieux intégrer le travail de l'UAS dans la stratégie globale du bureau. Il faudra aussi capitaliser sur les résultats du projet « Ensemble pour Beni » et le travail mené par la Section des affaires civiles, lors du développement de futurs appels à propositions présentés au CAN.
- Le Gouvernement provincial a changé de stratégie au milieu du projet et a demandé la construction de la mairie comme révision du projet, ce qui ne correspond pas traditionnellement à l'approche ISSSS. Les autorités militaires ont ensuite remplacé ce Gouvernement à la suite de la déclaration d'état de siège en Ituri et au Nord Kivu en mai 2021, et les nouvelles autorités se sont montrées moins intéressées à soutenir le projet. Malgré ces difficultés, le projet a tout de même achevé la mairie et a créé des synergies avec la mise en œuvre en ville de Beni d'un programme de dialogue démocratique axé sur la restauration de l'autorité de l'État financé par le FCS. Mais cet exemple montre comment les projets financés par le FCS peuvent être modifiés suite à des changements politiques, et en effet, il s'agit d'un risque constant dans les projets qui nécessitent une appropriation politique. Le fait de disséminer de tels changements stratégiques parmi la multitude de parties prenantes du fonds, et surtout d'obtenir l'acceptation de la communauté, minimise le risque qu'il s'agisse de décisions unilatérales.

-

- La taille du consortium et l'ampleur des activités se sont avérées difficiles à gérer, de nombreux partenaires agissant de manière totalement indépendante. Il a entretemps été décidé que les futurs projets du FCS soient plus petits et plus ciblés.

00113419 Njia za Makubaliano: Les Chemins vers les accords

Après 18 mois de mise en œuvre, le projet « Njia za Makubaliano » a pris fin début 2021. Son budget total était d'1 836 000 USD. International Alert a géré un consortium de trois partenaires congolais comprenant, Pole Institute, ASP et AAP. Basé autour de la zone de Kitshanga, le projet a soutenu les OPS1 « Les autorités coutumières et des services de sécurité sont retournés à Bwito et Bashali » et OPS2 « Les solutions facilitant l'accès à la terre et adressant la problématique des grandes concessions sont mise en œuvre ». Le projet a notamment mené des activités de dialogue démocratique pour le conflit foncier et l'amélioration de la sécurité à Bashali et Bwito.

Les résultats escomptés dans le cadre de ce projet étaient les suivants⁶ :

- Résultat 1 : Réduire les conflits fonciers dans la chefferie de Bashali grâce à un meilleur accès à la terre pour les petits paysans sans terre ;
- Résultat 2 : Renforcer la sécurité des populations civiles dans les chefferies de Bashali et de Bwito.

Dans le cadre du résultat 1, le projet a réussi à susciter l'intérêt de la communauté pour la création d'une coopérative agricole dans la région. Cette coopérative a émergé comme un désir direct des membres des communautés via un dialogue démocratique et de multiples discussions avec les autorités locales à Bashali, Pinga, et Bwito sur la façon de maximiser le profit de cultures pérennes dans la région. 32 propriétaires fonciers ont exprimé leur intérêt à fournir des terres à des paysans sans terre dans le cadre de la coopérative USTAWI, et International Alert a financé un consultant pour rédiger une étude de faisabilité accompagnée d'un plan d'affaires. L'étude de faisabilité a indiqué qu'il faudrait 12,3 millions de USD et 3 ans pour développer une coopérative réussie.

Dans le cadre du résultat 2, l'évaluation finale du projet a noté que 62% des personnes interrogées pensaient que certaines familles déplacées étaient retournées dans la région en raison de l'amélioration de la sécurité. Bien que ce résultat ne puisse être attribué directement au projet, il démontre une augmentation globale de la paix et de la stabilité dans la région. Le projet a mené deux activités-clés pour améliorer la sécurité dans la région, a) l'engagement politique national et provincial pour le retour du Mwami à Kikuku et b) la construction du commissariat de police. Au cours des activités de dialogue démocratique, les membres de la communauté ont indiqué que le retour du Mwami était une condition préalable à l'établissement de la sécurité, de l'état de droit et d'un sentiment de normalité dans la zone.

L'évaluation finale du projet a salué le projet pour sa planification conjointe avec les membres de la communauté, la division claire des tâches entre les membres du consortium et la forte implication des autorités provinciales. Elle a cependant noté une faible coordination avec d'autres projets de consolidation de la paix et de stabilisation dans la zone, et que l'acquis du dialogue démocratique avait besoin d'un financement continu pour être durable.

Le Secrétariat technique provincial de l'ISSSS au Nord Kivu a quant à lui noté que les attentes de la communauté concernant la coopérative USTAWI n'ont pas été atteintes complètement. Le consortium se basait sur l'idée que la coopérative USTAWI était un projet réalisable en peu de temps, alors que l'étude de faisabilité technique a clairement démontré qu'une telle entreprise nécessiterait du temps et des ressources bien au-delà des ressources du FCS et de la plupart des donateurs internationaux. En

⁶ Ce projet utilise des objectifs spécifiques plutôt que des résultats. Toutefois, pour des raisons de cohérence du rapport, ils sont désignés comme des résultats.

outre, bien que le projet ait permis de construire un commissariat de police, le Gouvernement provincial du Nord Kivu n'a pour l'instant pas encore déployé de policiers dans la région. Il s'agit là d'un problème rencontré dans d'autres projets du FCS pour lequel le plaidoyer reste d'actualité.

00127948 Dialogue Démocratique pour la paix à Beni

Le projet du consortium mené par Pole Institute pour le dialogue démocratique en ville de Beni a débuté en septembre 2021. Le Secrétariat technique provincial de l'ISSSS au Nord Kivu a développé le projet pour renforcer le contrat social entre les autorités provinciales et la communauté, et pour appuyer la reconstruction de la mairie de Beni, réalisée dans le cadre du projet "Ensemble pour Beni," dirigé par l'OIM. Cela répondait au OPS2 pour Beni-Ville : "Le retour de l'administration civile dans les zones pacifiées et non-militarisées crée des " dividendes de la paix " pour les populations locales. " Le projet se concentre sur la mise en place de mécanismes de dialogue entre les différents acteurs, en mettant l'accent sur les jeunes membres des groupes de pression, les femmes, les autorités politiques et administratives et les autres leaders locaux.

Les résultats escomptés dans le cadre de ce projet sont les suivants :

- Résultat 1 : Les groupes des bénéficiaires cibles, notamment les autorités administratifs, coutumières, forces de sécurité et les groupes des jeunes, femmes, leaders locaux mettent en place un cadre permanent de concertation et d'échanges et font des analyses conjointes critiques sur les questions relatives aux dynamiques des conflits dans la ville de Beni.
- Résultat 2 : Les autorités politico administratives, forces de sécurité ainsi que les populations, en particulier les structures des jeunes, des femmes et leaders locaux améliorent leurs relations de confiance et collaborent dans le processus de construction de la paix et la bonne gouvernance sécuritaire grâce aux mécanismes formels et informels fonctionnels de redevabilité.
- Résultat 3 : Les groupes des femmes sont engagés et présents dans le processus de dialogue, de prise de décision, de prévention de conflits et de construction de la paix grâce aux actions de lutte conjointe contre la discrimination, les violences, les pratiques coutumières discriminatoires et dégradantes et les inégalités sociales.

Au cours de la période de rapportage, Pole Institute a jeté les bases d'activités de dialogue démocratique réussies. En coopération avec le Secrétariat technique provincial de l'ISSSS au Nord Kivu, ils ont d'abord présenté et discuté du projet avec de nombreux membres de la communauté, la MONUSCO et les autorités provinciales. En effet, ils ont partagé les documents importants du projet de manière bilatérale avec de nombreuses parties prenantes afin d'assurer l'appropriation par la communauté et la connaissance des objectifs du projet. Ils ont travaillé avec un consultant pour finaliser une étude de base qui a identifié 70 structures de dialogue formelles et informelles à travers Beni, dont 42,9% se réunissaient 4 à 5 fois par an. Ils ont ensuite travaillé avec l'équipe de suivi et d'évaluation de l'UAS pour identifier plusieurs indicateurs supplémentaires que l'équipe de projet du consortium Pole collectera tous les six mois.

Le consortium a ensuite travaillé sur une série d'activités visant à identifier les bénéficiaires directs et les groupes de consultation tout en analysant conjointement le conflit dans la région. Ils ont nommé 200 bénéficiaires directs, dont 85 femmes qui travaillaient déjà au sein de 64 structures de jeunes et 29 structures de femmes existantes. Ils ont ensuite commencé à mettre en place différents cadres de consultation dans la ville de Beni, à former les différents bénéficiaires à l'analyse du conflit et à cartographier les principaux facteurs de conflit à Beni. Une compréhension commune du conflit est la première étape avant de discuter des solutions lors du dialogue démocratique qui se tiendra en mars 2022.

Parmi les principaux défis du projet, citons la lenteur du démarrage des activités pour des raisons tant politiques, qu'opérationnelles. Le projet a d'abord dû développer un réseau suffisant à Beni avant de commencer les activités de dialogue. Il s'agit d'un défi typique des projets de dialogue démocratique, beaucoup d'entre eux ayant besoin de six mois pour identifier et établir des relations avec les acteurs

nécessaires. L'UAS a essayé d'atténuer ce défi en choisissant à la fois une ONG congolaise et une organisation locale à Beni pour mettre en œuvre ce projet.

Sud Kivu

L'atelier visant à créer les objectifs prioritaires de stabilisation pour le Sud Kivu a conclu que les différents conflits continuent de menacer la paix et la sécurité dans les Hauts Plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga, et entraînent un grand nombre de déplacés. Les activités de dialogue démocratique, les analyses de conflits et ateliers participatifs ont fait ressortir différentes dynamiques de conflit ayant un impact négatif sur la stabilisation : L'absence de l'autorité de l'État et la mauvaise gouvernance dans la zone a donné une place à une instauration de la dualité des pouvoirs dans certains groupements avec des administrations parallèles comme par exemple à Luberizi dans la plaine de la Ruzizi et Bijombo dans les Hauts Plateaux d'Uvira. Ces conflits se produisent entre les élites revendiquant leur contrôle sur les entités administratives et prennent des formes « inter » et « intra-ethnique » quand ces derniers tentent de mobiliser les communautés sur base des identités. A cela s'ajoute des conflits de pouvoirs coutumiers actuels dans les Moyens et Hauts plateaux d'Uvira, de Fizi et Itombwe, dont le dernier exemple est le conflit autour de la commune rurale de Minembwe. Les participants à l'atelier ont également souligné un problème identitaire autour de la terre, et ont ajouté que les conflits entre les éleveurs et agriculteurs étaient accentués par les déplacements de populations. De plus, la dynamique régionale par la présence des groupes armés étrangers (rwandais et burundais) dans les Hauts et Moyens Plateaux de Fizi, Uvira et Mwenga amplifie ce climat de tensions.

Les objectifs de stabilisation suivants ont été définis sur base des résultats des dialogues communautaires, ateliers participatifs, et discussions entre les partenaires de stabilisation :

- OPS1 : *Une gouvernance locale inclusive et participative contribue à une réduction de l'ampleur et de l'incidence des conflits de pouvoir coutumier.*
L'objectif est de résoudre des conflits de pouvoir inter et intra-communautaires et renforcer la gouvernance locale, inclusive et participative dans les entités ciblées. L'accomplissement de cet objectif contribue directement à une réduction des conflits identitaires autour de la terre qui sont au cœur de l'instabilité et de l'insécurité dans les zones prioritaires.
- OPS2 : *Les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance sont réduits.*
L'objectif est de réduire les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance, et de restaurer l'autorité de l'État. L'accomplissement de cet objectif contribue directement à une réduction des conflits identitaires autour de la terre qui sont une des raisons principales de l'instabilité et insécurité dans les zones prioritaires
- OPS3 : *Les communautés et autorités se sont accordées sur une approche de démobilisation, désarmement et réintégration communautaire.*
Le portefeuille de projets accompagne les communautés, autorités et groupes armés dans la définition des paramètres, conditions de succès et mesures d'accompagnement nécessaires pour le succès de l'approche de démobilisation, désarmement, et réintégration communautaire. En second lieu, l'objectif est d'établir une feuille de route pour démilitariser et réintégrer les membres de ces groupes. L'accomplissement de cet objectif contribue directement à une réduction des conflits qui sont au cœur de l'instabilité et de l'insécurité

Engagement Politique

La cellule d'engagement politique a travaillé sur trois dossiers au Sud Kivu : i) transhumance et conflits fonciers au Sud-Sud, ii) gouvernance et administration locale dans les zones de conflit/contestation du pouvoir coutumier, iii) réduction et désescalade de la violence dans la région des Plateaux.

Transhumance et conflits fonciers dans le Sud Sud : En concertation avec les autorités du Sud Kivu et son partenaire ZOA, la cellule Engagement politique de l'UAS a facilité la mise en place d'un groupe de travail et de réflexion rassemblant des acteurs et des organisations du Sud Kivu spécialisés dans le domaine de l'élevage, de la transhumance et de la transformation des conflits qui leur sont associés. Ce groupe d'une vingtaine de personnes (autorités, administrations, société civile, MONUSCO, universités) s'est réuni à deux reprises en octobre et novembre 2021. Au terme de ces réunions, un plan d'action

conjoint axé sur le renforcement de la coordination programmatique et l'engagement politique été produit. Partant de ce plan, la Cellule engagement politique s'est fixé les trois objectifs suivants :

- Objectif 1 : « *Les autorités politiques et les services techniques en charge de l'élevage au Sud Kivu sont accompagnés dans la vulgarisation de l'Arrêté provincial de 2019 organisant le secteur de l'élevage et leur leadership est renforcé* ».

Dans le cadre de cet objectif, la cellule d'engagement politique a lancé un appel à candidature pour une agence de communication en 2021 pour soutenir la campagne de vulgarisation menée par l'Inspection provinciale de l'élevage (avec le soutien du projet UJAMAA/ZOA), dans le territoire de Fizi (émissions radios, documentaire audiovisuel, actions ciblées sur les réseaux sociaux, tribunes d'expression populaire, etc.).

- Objectif 2 : « *Les autorités et les services compétents au Sud Kivu sont appuyés dans l'organisation de dialogues multipartenaires menés au niveau local à Uvira et à Fizi autour des enjeux de la mise en application de certaines mesures de l'Arrêté relatives à la régulation de la transhumance* ».

Les activités relatives à cet objectif seront mises en œuvre en 2022. L'UAS envisage de recruter un consultant pour une étude sur les blocages, les risques et les opportunités liées à l'adoption de conventions locales permettant une organisation pratique, concertée et non violente de la transhumance dans les territoires de Fizi et d'Uvira. Cette étude permettra d'orienter les actions de ZOA dans le cadre du projet UJAMAA (2021-2023) et de proposer des pistes d'actions sur base desquelles développer – le cas échéant – des interventions additionnelles.

- Objectif 3 : « *L'avant-projet/proposition de loi organisant le secteur de l'élevage à l'échelle nationale (en ce y compris les aspects de transhumance) est adopté par l'Assemblée nationale en 2022* ».

En 2021, l'UAS a fait partie des travaux du groupe de travail restreint mis en place à Bukavu, une stratégie conjointe de plaidoyer a été développée avec les partenaires. Des contacts préliminaires ont été pris à Kinshasa avec le cabinet du Ministre national en charge de l'élevage et avec une députée nationale du Bas-Uélé, laquelle propose d'endosser la proposition de loi.

Gouvernance et administration locale dans les zones de conflit/contestation du pouvoir coutumier : Sur cet enjeu, la Cellule engagement politique se fixe deux objectifs :

- Objectif 1 : « *L'administration, appuyée par les partenaires et certaines autorités académiques, identifie des mesures innovantes de gouvernance locale, obtient l'adhésion des acteurs clés, ainsi que la mise en application des mesures proposées par les autorités provinciales et nationales compétentes* ».

L'UAS a mis en place d'un groupe de travail restreint, sous le leadership de l'administration et en collaboration avec les Affaires Civiles et les Affaires politiques de la MONUSCO et les partenaires de mise en œuvre. Une note technique est en cours de finalisation. Elle alimentera en 2022 un plan d'engagement et de plaidoyer auprès des autorités compétentes au niveau local, provincial et national.

- Objectif 2: « *Les partenaires de mise en œuvre, l'administration provinciale et les autorités coutumières mettent en place la Commission Consultative pour le Règlement des Conflits Coutumiers (CCRCC) au Sud Kivu, de manière inclusive et sensible aux conflits* ».

Fin 2021, la Cellule engagement politique a participé à Bukavu à une réunion d'harmonisation avec CORDAID, la Division de l'Intérieur, celle des Affaires coutumières et l'Inspection provinciale de la territoriale. Les bases du processus d'opérationnalisation de la CCRCC ont été convenues : légalité et conformité avec les textes et les procédures réglementaires, capitalisation/intégration des initiatives existantes (i.e. la CCRCC constituée autour du Mwami Buhavu), inclusivité et sensibilité aux conflits dans la mise en œuvre, prise en compte de la dimension/sensibilité politique du processus et du genre. A l'initiative de la Cellule, un groupe de travail a été constitué avec l'administration, CORDAID, VNG, l'UAS et les Affaires Civiles de la MONUSCO afin de renforcer la coordination entre les acteurs impliqués sur le dossier et la cohérence de leurs initiatives respectives.

Réduction des violence et désescalade dans la région des Plateaux : Sur ce dossier, la cellule engagement politique s'est fixé un objectif : « *Une coalition d'acteurs influents est constituée et appuyée dans la mise en œuvre d'une stratégie de désescalade des violences, en préalable au dialogue/négociation sur les causes profondes de ces violences/conflits* ».

La stratégie d'intervention sur cet enjeu est en cours d'élaboration pour 2022.

Coordination

Au Sud Kivu, la responsable de la coordination a régulièrement mis à jour et partagé la cartographie des interventions de stabilisation, et organisé des réunions facilitées par le Ministre provincial du plan en janvier et mai 2021, qui ont rassemblé 30 acteurs de la stabilisation dont notamment des services/structures étatiques, et des ONG locales/nationales.

Conseil Technique et appui aux politiques

En tant que fonction transversale, le conseil technique et appui aux politiques a soutenu la redéfinition de la stratégie d'intervention de ZOA sur la transhumance au Sud Kivu et a développé un plan d'action provincial concernant l'inspection provinciale de pêche et élevage. En outre, le spécialiste des conflits fonciers a organisé des réunions avec divers acteurs de la gestion foncière au Sud Kivu sous l'égide du Ministère provincial des affaires foncières.

Suivi, évaluation et apprentissage

La cellule SEA en Sud Kivu a mené des études de suivi qualitatif longitudinal dans le cadre du Système de suivi et la stabilisation 5 (SMS). Le chargé SEA de Sud Kivu a mené 10 discussions de groupe (FGDs) et 2 entretiens bilatéraux avec les bénéficiaires directs en janvier 2021 et juillet 2021 pour enregistrer les changements au fil du temps, en coopération avec le Ministre du Plan et STAREC, qui ont reçu une formation sur le système. L'équipe a examiné 6 indicateurs pour voir si la perception des communautés dans les zones où les projets de FCS ont été mis en œuvre a changé au fil du temps. Ces indicateurs ne permettent pas d'établir un lien direct entre la perception de la sécurité et cohésion sociale par la communauté dans la région.

Le rapport complet est joint en annexe. Cependant, les conclusions clés sont les suivantes :

- La cohésion sociale (« confiance envers les autres personnes de la communauté/ethnie ») s'est légèrement améliorée, passant de faible en janvier à moyenne en juillet. Les éléments suivants en témoignent ; a) diminution des discours de haine, b) bonne collaboration des communautés avec les réfugiés ; c) inclusivité des communautés dans les structures.
- La perception de sécurité personnelle (« vaquer aux activités quotidiennes ») est restée faible (est passée de très faible en janvier à faible en juillet). Les éléments suivants en témoignent ; a) crainte d'aller au champ par manque de sécurité, b) mauvaise perception du mandat de la MONUSCO, c) corps sans vie retrouvé dans les champs.

Programmation FCS

00124130 Mchango wetu kwa Amani

Ce projet, mené par un consortium dirigé par Interpeace, d'une durée de 18 mois, soutient la mise en œuvre de l'objectif prioritaire de stabilisation n°3 qui cherche à rapprocher les communautés et les autorités dans leur compréhension du désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (DDRCS). Le projet a débuté le 1er novembre 2020 pour un budget total de 741 355 USD.

Le projet a trois résultats spécifiques :

- Résultat 1 : Coopération renforcée et clarté des mandats concernant le DDRCS entre les ministères et institutions concernés au niveau national et provincial.
- Résultat 2 : Une stratégie de DDRCS centrée sur les communautés est conçue, validée et appropriée par les communautés et institutions politiques à travers un processus inclusif et participatif.
- Résultat 3 : Un projet pilote ancré au sein de la communauté et entrepris conjointement par 20 anciens combattants et 20 jeunes, soutient la réintégration psychosociale et économique et renforce la cohésion sociale.

Au cours de la période considérée, le projet a commencé à cartographier les processus précédents en lien avec le DDRCS par le biais d'une série de réunions avec les parties prenantes, incluant APC, l'UAS, les Ministres provinciaux du Plan et de l'Intérieur. En décembre 2021, Interpeace a organisé un atelier avec les autorités provinciales pour réfléchir aux processus de DDRCS précédents et cartographier les initiatives de consolidation de la paix au Sud Kivu. Ils ont mené des échanges réguliers avec les autorités locales et les membres des communautés à Uvira, Bukavu, Lemera, Kigoma, Luvungi, Bwegera, Luberizi, Sange, Kiliba et Baraka pour discuter des étapes essentielles à la réussite d'un processus de DDRCS au Sud Kivu, tout en rencontrant diverses institutions étatiques telles que les Ministres de l'Intérieur et de la Défense, l'ANR et la PNC. Au niveau communautaire, Interpeace a interviewé 395 personnes - dont 118 femmes - sur la mise en œuvre d'une réintégration communautaire réussie dans les Hauts et Moyens Plateaux d'Uvira-Fizi-Itombwe. En outre, 40 femmes formées par le partenaire d'Interpeace, Solidarité des femmes activistes pour la promotion et la défense des droits (SOFAD), ont élaboré des recommandations portant spécifiquement sur le rôle des femmes dans la réussite du DDRCS. Interpeace prévoit de présenter ces recommandations aux autorités nationales et provinciales en 2022, afin de s'assurer que les perspectives communautaires soient prises en compte dans l'élaboration des stratégies provinciales de DDRCS-S.

Deuxièmement, Interpeace a travaillé à harmoniser les idées des équipes du PDDRCS au Sud Kivu avec les Gouvernements provincial et national. Le consortium a organisé une journée de réflexion avec des

membres de la Coordination nationale du PDDRCS, les autorités provinciales et locales, la MONUSCO, les organisations de la société civile et les leaders communautaires. La réflexion s'est terminée par l'engagement du Coordonnateur national du PDDRCS à intégrer les recommandations de cet atelier à la stratégie nationale du PDDRCS.

Enfin, pour leur troisième résultat, Interpeace a réalisé une étude de marché en octobre 2021 pour des formations professionnelles potentielles, tout en organisant 7 assemblées générales pour le soutien psycho-social des ex-combattants.

Les discussions autour du DDRCS restent compétitives et politisées. Interpeace, pour sa part, a réaffirmé son souhait et disponibilité, à travers ce projet, à faire porter la voix et la perspective locale du Sud Kivu dans les discussions visant l'élaboration de la stratégie nationale du P-DDRCS.

00123982 Ensemble pour la sécurité et la Paix au Sud Kivu (ESPASK)

ESPASK est un projet d'une durée de 30 mois et d'un montant de 2 808 000 USD mis en œuvre par un consortium dirigé par CORDAID avec quatre partenaires nationaux. Ses principales activités s'articulent autour de la restauration de l'autorité de l'Etat (RAE). Il répond à l'OPS 1 « une gouvernance locale inclusive et participative contribue à une réduction de l'ampleur et de l'incidence des conflits de pouvoir coutumier ».

Les résultats spécifiques de ce projets sont les suivants :

- Résultat 0 : La situation politique et sécuritaire dans les zones ciblées est « réobjectivée » et la stratégie d'intervention est affinée.
- Résultat 1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'État congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits autour du pouvoir coutumier dans les zones prioritaires.
- Résultat 2 : La performance et la qualité de services des Entités territoriales décentralisées (ETD) sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens.
- Résultat 3 : Les femmes influencent et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social.

Dans le cadre du Résultat préliminaire, le projet a mis à jour une cartographie des conflits et analysé différents projets de stabilisation à Uvira et Fizi. Cette cartographie a permis d'identifier le contexte, d'analyser les conflits existants et de compiler les différents acquis développés par d'autres projets de stabilisation tels que ceux d'International Alert et l'IRC. Le projet a également interrogé 43 personnes, dont 8 femmes, au cours de l'activité pour définir la situation de référence du projet. Le consortium a par ailleurs organisé un atelier de référence avec 69 autorités gouvernementales, sécuritaires et coutumières, dont 15 femmes, afin de valider la cartographie des conflits et les informations issues de la *baseline*. Ces informations ont donc permis au projet d'affiner sa stratégie d'intervention.

Dans le cadre du Résultat 1, le projet a formé 288 personnes, dont 124 femmes, à la résolution des conflits, à la médiation, à la cohésion pacifique, au dialogue et à la mobilisation communautaire. Les partenaires du consortium ont également organisé des dialogues au niveau communautaire sur les questions bloquant le développement, ont réalisé une analyse des forces et faiblesses de 3 ETD et ont suivi les recommandations qui en ont résulté, notamment la redynamisation des Comités villageois de développement (CVD).

Dans le cadre du résultat 2, les membres du consortium ont formé 34 chefs coutumiers, chefs de groupements, chefs de village et administrateurs territoriaux à la bonne gouvernance, à la

décentralisation et aux droits et responsabilités des ETD. Il y avait 4 femmes parmi les participants. En outre, ils ont formé 37 autorités gouvernementales et coutumières, dont 4 femmes, à l'approche du financement basé sur les résultats (RBF). 113 personnes, dont 41 femmes, ont participé à une formation sur l'élaboration des plans de développement local (PDL). Le consortium a également publié un document sur les compétences des ETD, organisé un atelier de benchmarking, réalisé une étude sur les taxes ETD, et mis en place ou redynamisé des comités de développement de groupement (CDG) dans 5 groupements.

Toujours dans le cadre du résultat 2, le partenaire a appliqué l'approche de financement basé sur les performance (ou *results-based financing*, RBF) aux acteurs de l'administration territoriale. Du 2 au 5 février 2021, il a ainsi organisé un atelier sur la formulation et la validation d'une série d'indicateurs pour mesurer la performance de l'ETD. Le projet a aussi établi 5 contrats de suivi des performance réglementés par les Territoires d'Uvira et le Ministre de l'Intérieur. Les partenaires du consortium ont ensuite mené 3 missions trimestrielles de coaching et de vérification en juin, septembre et décembre 2021 et 2 enquêtes de satisfaction auprès de la communauté. Ces missions ont mesuré la performance et l'évolution des différents indicateurs dans le cadre de l'approche RBF, et le projet a versé des subventions aux acteurs sur cette base. Les résultats sont partagés en annexe.

Dans le cadre du résultat 3, le projet a organisé 3 ateliers réunissant 240 personnes, dont 190 femmes, pour identifier les besoins spécifiques des femmes et des filles. Ces ateliers ont été suivis de formations sur le leadership des femmes, le plaidoyer et la participation des femmes au débat démocratique. Le projet a élaboré 6 plans d'action pour renforcer la participation des femmes à la transformation des conflits et a mené une étude sur les normes qui entravent la participation des femmes.

Dans le cadre du Résultat 4, le projet a mis en œuvre le RBF avec la PNC. Les membres du consortium ont élaboré 7 contrats de performance avec 1 régulateur PNC, 1 régulateur FARDC, 2 prestataires PNC, et 3 prestataires FARDC. Le projet ESPASK est mené en étroite coordination avec le projet ESPER, financé bilatéralement par les Pays-Bas, afin d'éviter les doublons et d'assurer l'harmonisation de l'approche. Il a par ailleurs été décidé de ne pas mettre en œuvre l'approche RBF avec des éléments FARDC, car elle soulevait des questions sur la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme et ne correspondait pas aux souhaits des membres de la communauté. Le projet a organisé 3 missions trimestrielles de vérification et de coaching, et 2 enquêtes de satisfaction auprès des communautés. Les membres du consortium ont également mené des formations pour 51 personnes, dont 12 femmes, sur les mécanismes de prévention des violations des droits humains, y compris les violences basées sur le genre, les extorsions, les tracasseries et la corruption.

Le projet a noté plusieurs problèmes de sécurité et d'accès en 2021, qui ont entravé ses activités. Les conflits de pouvoir dans la communauté de Bafuliiru ont limité les activités de dialogue. D'autres activités dans la Plaine de la Ruzizi ont été retardées en raison à la fois a) de la dualité de pouvoir entre le groupement et les chefs de village et b) du conflit entre les Bafuliiru et les Barundi. Dans les deux cas, le projet a plaidé pour la paix avec les autorités locales et au sein des structures communautaires existantes. Dans le cas de Ruzizi, ils ont soulevé la question avec le Commission consultative pour la résolution des conflits (CCRCC). D'autres problèmes tels que le statut peu clair de Minembwe et les questions de légitimité du Mwami à Ruzizi ont également retardé les activités.

Une révision du projet a été demandée à la fin de l'année 2021. Elle est en cours d'examen par le Secrétariat technique provincial de l'ISSSS au Sud Kivu.

00123982 Udongo Na Ufagaji Kwa Ajili Ya Amani

Ce projet est mené par un consortium dirigé par ZOA aux côtés des ONG nationales PSVS et KUA et se déroule du 1er novembre 2020 au 30 avril 2023 pour un montant de 2 916 000 USD.

Ses résultats attendus sont les suivants :

- Résultat 1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'État congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les zones prioritaires de stabilisation.
- Résultat 2 : La performance et la qualité de services de l'administration foncière sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque).
- Résultat 3 : La cohésion sociale et la résilience inter et intra-communautaire, avec un accent sur les jeunes à risques, sont améliorées.
- Résultat 4 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social.

Dans le cadre du premier résultat, le consortium ont réussi à : identifier 27 pâturages communautaires et 39 couloirs de transhumance ; revitaliser les cadres de concertation et de redevabilité à Fizi et Uvira composés d'administrateurs territoriaux, des services fonciers, d'organisations de la société civile, des services techniques de planification et de développement rural, de pêcheurs et d'agriculteurs, et de chefs coutumiers ; identifier 5 structures communautaires de résolution des conflits et 301 concessions foncières, dont 195 sont restées inutilisées. Cette identification aidera ZOA dans leur plaidoyer pour trouver des solutions pour les fermiers sans terre en 2022.

Dans le cadre du deuxième résultat, le partenaire a développé un plan d'accompagnement avec l'administration foncière, a mené six formations pour le personnel de l'administration foncière sur les lois de gestion foncière, a commencé le processus d'approvisionnement pour la construction de bâtiments de gestion foncière, et a identifié 26 mobilisateurs fonciers communautaires pour sensibiliser la communauté au droit foncier et à la gestion des terres.

Dans le cadre du troisième résultat, ZOA a organisé des groupes de sociothérapie pour 540 personnes dans 14 villages. Ces groupes rassemblent différentes communautés pour travailler sur les conflits de manière constructive et non violente. En outre, ils ont mis en œuvre leur approche "Plan Intégré du Paysan" avec 550 agriculteurs, dont 175 femmes, pour apprendre et mettre en œuvre des techniques agricoles innovantes, ont réalisé une étude de marché sur les activités génératrices de revenus (AGR) éventuelles et ont sélectionné les bénéficiaires des AGR.

Dans le cadre du quatrième résultat, le consortium a développé 7 plans d'action pour a) améliorer les connaissances des femmes sur leurs droits, les tactiques de leadership des femmes et la résolution 1325, b) renforcer la participation des femmes dans les espaces communautaires, et c) améliorer l'accès des femmes à la terre et les droits d'héritage. En outre, le projet a accompagné 14 structures communautaires de femmes pour plaider auprès des autorités gouvernementales en faveur d'une augmentation de la participation des femmes aux questions de gestion foncière.

Les membres du consortium ont relevé quatre défis : La situation sécuritaire dans les hauts plateaux d'Uvira a limité l'accès et retardé certaines activités ; les routes inaccessibles pendant la saison des pluies ; la dualité des autorités coutumières à Luvungi et Bwegera ; et enfin le changement de Gouvernement provincial. Ces éléments ont entraîné un retard important dans les activités, situation pour laquelle le Consortium devra accélérer la mise en œuvre en 2022.

Ituri

La zone prioritaire Irumu-Djugu présente 4 problématiques de conflit prioritaires pour la stabilisation de la zone et celle de la province de l'Ituri, telles qu'identifiées par les participants à l'atelier.

- Il s'agit premièrement de la persistance du FRPI, une milice pour la grande majorité issue de la communauté Lendu Bindi. Après la signature d'un accord de paix entre le Gouvernement de la RDC et les FRPI le 29 février 2020, leur réintégration communautaire pacifique constitue le premier enjeu pour la stabilisation de la zone prioritaire. Une attention particulière doit être portée sur la réintégration des femmes et enfants associés au FRPI.
- La seconde problématique est celle des « conflits fonciers complexes » opposant par exemple les deux communautés Lendu et Hema autour des limites entre leur collectivité respective, Walendu Bindi et Bahema Sud dans le Sud Irumu.
- La troisième problématique prioritaire est liée aux violences récentes dans le territoire de Djugu, principalement commis par le mouvement CODECO. Comme dans le territoire d'Irumu, le conflit actuel à Djugu se replie sur la manipulation politique de l'appartenance identitaire et ethnique et les conflits autour du contrôle et de la gestion administrative des terres, y compris le problème d'enclavement.
- Le quatrième enjeu réside dans la faible présence des autorités étatiques dans la zone, combinant la faiblesse bureaucratique et institutionnelle d'une entité administrative nouvellement établie et les grands défis laissés par l'activisme des groupes armés. La démobilisation des FRPI dans le Sud Irumu risque de créer un vide sécuritaire favorisant l'incursion des différents groupes armés tels que les ADF. Dans le territoire de Djugu, le vide s'exprime par la quasi-absence et des institutions judiciaires favorisant un climat d'impunité, augmentation des violences basées sur le genre.

Les priorités en matière de stabilisation pour répondre à ces défis sont donc les suivantes :

- OPS1 : Les ex-FRPI et les femmes et enfants associés aux groupes armés sont démobilisés et réintégrés dans leurs communautés : Après la démobilisation et le désarmement des FRPI et des femmes et enfants associés au groupe, environ 3600 individus associés aux FRPI doivent bénéficier d'un appui en réintégration économique et sociale dans leurs communautés et les communautés voisines pour prévenir le risque d'une remobilisation. Cette réintégration des ex-FRPI dans leur communauté permettra le retour de la paix et jette les bases pour un redémarrage des activités économiques.
- OPS2 : Les solutions aux principaux conflits fonciers complexes entre les entités administratives sont mises en œuvre : La seconde problématique est relative aux « conflits fonciers complexes » et à l'accès des femmes à la terre. Ces conflits opposent deux communautés autour des limites entre leurs collectivités respectives, ou autour de l'utilisation de ces terres par des agriculteurs et éleveurs. Ces conflits sont multiples, et concernent des contestations entre les collectivités de Walendu Bindi et Bahema Sud, la chefferie de Banyali Tchabi (par exemple les groupements Baley et Boyo), les conflits entre les chefferies Tchabi et Walese Vonkutu, ainsi que le conflit des aires protégées autour du Mont Hoyo. Une problématique propre au territoire de Djugu est l'enclavement administratif, avec l'existence de poches territoriales (secteur/chefferie) appartenant à une entité, mais entièrement entourées par une autre (avec le risque qu'elles soient *de facto* gouvernées par cette dernière).
- OPS3 : Les autorités étatiques de sécurité et justice redevables sont déployées et sécurisent (1) les zones libérées par la FRPI et (2) le territoire de Djugu : Des caractéristiques spécifiques induites par les conflits, telles que le délaissement des zones en conflit par les forces de sécurité, l'augmentation des barrages routiers et des arrestations arbitraires, ont encore réduit la confiance de la population dans les institutions pendant la crise actuelle. La démobilisation et réintégration des FRPI présente à la fois un défi et une opportunité pour la zone prioritaire. D'une part, elle risque de créer un vide sécuritaire, favorisant l'incursion des groupes armés. D'autre part, elle présente une opportunité

pour le redéploiement des forces de sécurité redevables et le renforcement de la gouvernance sécuritaire.

- OPS4 : Les priorités pour la stabilisation du territoire de Djugu sont identifiées. Bien que la zone prioritaire Irumu-Djugu ait été activée en 2016, les interventions de stabilisation mises en œuvre par le projet « Pamoja Kwa Amani » se sont focalisées sur le territoire d'Irumu pour trouver une solution à l'activisme des FRPI. Etant donné la nouvelle programmation de l'ISSSS dans le territoire de Djugu, cette priorité de stabilisation consistera premièrement à assurer de façon participative l'identification et la mise en œuvre des mesures concrètes pour favoriser la transformation des conflits touchant le territoire.

Engagement Politique

En 2021, l'intervention de la Cellule engagement politique dans la province s'est avant tout concentrée sur la consultation des autorités, de la MONUSCO et des partenaires, l'identification de priorités, la formulation d'objectifs spécifiques d'engagement politique et leur validation au niveau provincial. Ils sont au nombre de trois. Ils sont présentés ci-dessous et mis en contexte de manière plus détaillée dans la stratégie d'engagement politique de l'UAS et sa programmation 2022 (en annexe).

La mise en œuvre de la stratégie d'engagement politique dans la province de l'Ituri débutera réellement en 2022.

- *Objectif 1 : 50% et des CLSP du territoire de Djugu et d'Irumu incluent au minimum une femme (en qualité de membre effectif et permanent).*
- *Objectif 2 : Les connaissances sur la dimension nationale et régionale des conflits et des dynamiques sécuritaires dans le Sud Irumu sont renforcées et alimentent le développement concerté d'une stratégie programmatique et d'engagement politique.*
- *Objectif 3 : Suite aux actions d'engagement politique menées par l'UAS et ses partenaires, les autorités au niveau national et provincial et les leaders communautaires amorcent un processus politique, technique et communautaire de résolution négociée du conflit de limites administratives dans le Sud Irumu.*
- *Un 4^e objectif d'engagement politique – relatif au déploiement des magistrats dans le Tripaux de Djugu (construit le cadre du projet ESPAD/CORDAID/I4S) – a été porté par la coordination provinciale de l'UAS en Ituri, avec succès*

Coordination

Au titre de la coordination, le Secrétariat technique provincial de l'ISSSS en Ituri a régulièrement soutenu deux mécanismes de coordination. Entre janvier et décembre 2021, le responsable de la coordination a organisé 9 réunions de coordination à Bunia et Tchomia pour partager régulièrement des informations sur les initiatives de stabilisation, identifier les problèmes communs et les solutions potentielles via un plaidoyer commun.

Conseil technique et appui aux politiques

En tant que fonction transversale, les conseils techniques et l'appui aux politiques ont soutenu la mise en œuvre de la stratégie d'engagement politique en Ituri et ont apporté un soutien aux projets de FCS. En outre, le spécialiste de la gestion foncière a accompagné les partenaires dans la réalisation d'un état

des lieux des actions foncières dans la zone et relevé les acquis et les défis fonciers afin d'établir des priorités d'interventions dans la zone.⁷

Suivi, évaluation et apprentissage

La cellule SEA en Ituri a mené des études de suivi qualitatif longitudinal dans le cadre du Système de suivi de la stabilisation 5 (SMS). La chargée de SEA pour l'Ituri a mené 13 discussions de groupe (FGDs) et 3 entretiens bilatéraux en novembre 2020 et octobre 2021 pour enregistrer les changements au fil du temps en coopération avec le Ministre du Plan et le STAREC, qui ont reçu une formation sur le système. L'équipe a examiné dix indicateurs pour voir si la perception des communautés dans les zones où les projets de FCS ont été mis en œuvre a changé au fil du temps. Ces indicateurs ne permettent pas d'établir un lien direct entre la perception de la sécurité par les communautés et l'impact des projets de FCS. Ils peuvent cependant donner un aperçu de la perception de la sécurité et cohésion sociale par la communauté dans la région.

Le rapport complet est joint en annexe. Les principales conclusions sont les suivantes :

- La cohésion sociale (« confiance avec les autres personnes de la communauté/ethnie ») s'est améliorée et est passée de faible en 2020 à moyenne en 2021. Les éléments suivants en témoignent ; a) cohabitation pacifique progressive dans les groupes ; b) confiance mutuelle entre les communautés, c) organisations des activités conviviales.
- Le sens de sécurité personnelle (« vaquer aux activités quotidiennes ») s'est également amélioré dans les zones de projet et est passé de très faible en 2020 à moyen en 2021. Les éléments suivants en témoignent ; a) amélioration de la circulation de la population, b) diminution des tracasseries de la part des groupes armés et des FARDC, c) les gens vont aux champs sans crainte.

Dans ce cas particulier, les correspondants constatent une légère amélioration de la perception de la sécurité, même si la situation sécuritaire en Ituri, suite a) au blocage du processus de paix de la FRPI et b) à la résurgence des groupes armés, indique une dégradation générale de la sécurité. L'une des explications possibles de ce phénomène est que l'implication des bénéficiaires dans les décisions et les solutions en matière de sécurité crée un sentiment de sécurité accru.

Programmation FCS

En Ituri, le FCS a travaillé avec deux projets pour mieux les adapter à un contexte en évolution rapide. Le CAN a approuvé le projet de l'OIM, suspendu depuis longtemps, visant à soutenir les membres de la communauté touchés par la violence en Ituri. Le projet avait été précédemment bloqué en raison du blocage des accords de paix entre la FRPI et le Gouvernement.

Le CAN a également approuvé une révision du projet ACIAR sur le dialogue démocratique. Plutôt que de soutenir le processus de démobilisation de la FRPI, qui est en suspens, le projet est réorienté pour permettre un environnement favorable au DDRCS.

00121568 Appui à la réinsertion et la réintégration des ex-combattants du FRPI en Ituri

⁷ Cette analyse a permis d'identifier un certain nombre de conflits fonciers. À Jugu, Mahagi et Aru, de grands propriétaires fonciers sont entrés en conflit avec les populations riveraines au sujet des terres arables, des conflits entre agriculteurs et éleveurs, et des contestations de la légalité de certaines concessions. À Mambasa et Irumu, les populations empiètent sur les zones protégées de la Réserve de faune à okapis, du Mont Hoyo et des sites miniers privés.

Le CAN a décidé en 2021 d'autoriser la mise en œuvre de ce projet dirigé par l'OIM, après des mois de suspension. Le CAN avait initialement suspendu le projet en 2020 car les négociations de paix entre le Gouvernement congolais et les FRPI n'avaient pas évolué après la signature de l'accord de paix de février 2020, ce qui rendait la démobilisation des éléments des FRPI difficilement réalisable sous ce cadre. Les membres du CAN ont décidé de réviser le projet pour a) renforcer la cohésion inter et intra-communautaire et b) réduire la mobilisation des groupes armés chez les jeunes. Le projet révisé dispose désormais d'un budget de 3 470 000 USD et est prévu pour une durée de 18 mois, du 15 septembre 2021 au 15 mars 2023.⁸ Le projet soutient l'OPS1 : " Les ex-FPRI et les femmes et enfants associés aux groupes armés sont démobilisés et réintégréés dans leurs communautés. "

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Résultat 1 : La cohésion sociale est renforcée grâce aux initiatives intercommunautaires de renforcement des liens sociaux.
- Résultat 2 : Le risque que les jeunes à risque rejoignent les groupes armés est réduit grâce au renforcement de la résilience et leur (ré)intégration socio-économique durable.

Dans le cadre du premier résultat, l'OIM a identifié 8 infrastructures communautaires à construire ou à réhabiliter et a réalisé une étude de marché sur les opportunités économiques existantes. Pour le deuxième résultat, les membres du consortium ont interviewé 311 membres de la communauté (189 hommes et 122 femmes) pour une étude de marché agricole. Il est prévu que les activités des projets à Haute Intensité main d'œuvre (HIMO) débutent en 2022.

Les risques associés au projet comprennent l'insécurité à Boga et Walendu Bindi, la faible production agricole à Bahema sud, le rejet des projets HIMO par la communauté et le manque d'intérêt des entrepreneurs pour la construction des salles de formations professionnelle. L'OIM a relevé ces défis en cherchant des alternatives programmatiques et en les discutant avec le Secrétariat technique provincial de l'ISSSS en Ituri. Certaines communautés ont par exemple exprimé leur intérêt pour une radio communautaire plutôt que pour des projets HIMO. Dans un autre cas, l'OIM a relancé les appels à la construction de salles de classe pour les formations professionnelles. Pour atténuer les risques de sécurité, l'OIM a mené des missions conjointes avec le Gouvernement et a obtenu la permission de voyager des autorités provinciales et territoriales.

00121338 Appui à la cohésion et la résilience communautaire pour la réintégration pacifique des ex-combattants de la Force de résistance patriotique d'Ituri

Le CAN a approuvé à la fois une révision du projet de dialogue démocratique dirigé par ACIAR et son extension avec coûts en 2021. Le projet s'étend désormais sur 24 mois, du 1er juin 2020 au 31 mai 2022, pour un montant total de 810 525 USD. Ce projet répond à l'OPS1, comme le projet de l'OIM qui le précède. En effet, ces deux projets travaillent en synergie. Le projet a rendu compte des résultats précédents pour 2021, qui sont les suivants :

- Résultat 1 : Résultat 1.1 : Les acquis du processus FRPI dans le sud Irumu sont préservés et les problématiques liées à l'activisme des nouveaux groupes armés de la région sont traitées
- Résultat 2 : Les autorités locales et les leaders des communautés du territoire d'Irumu comprennent le DDRC et soutiennent sa mise en œuvre

⁸ Cela représente un budget supplémentaire de 270 544 USD.

Résultat 3 : L'engagement des acteurs politiques pour soutenir le processus de neutralisation des groupes armés et de consolidation de la paix est formel et le plan de communication opérationnel.

Dans le cadre du résultat 1, ACIAR a développé 9 "barzas" communautaires avec la participation de 756 personnes, dont 207 femmes. Ces structures ont identifié six problèmes liés au FRPI, dont les suivants :

- Arrêt brusque du processus FRPI entraînant un regain de l'insécurité dans la région ;
- Conflits fonciers internes et externes ;
- Activismes des nouveaux groupes armés présents dans la région ; FPIC, CODECO, ADF, etc. ;
- Insuffisance et absence par endroit des services de sécurité : PNC, FARDC, ANR, DGM ;
- Mauvaise gouvernance : arrestations arbitraires, amendes exorbitantes, usurpation de pouvoir, tracasseries, impunités etc. ;
- Vol de bétail.

En outre, le projet a accompagné cinq Initiatives Locales de Paix (ILP) avec 99 participants, dont 37 femmes ; 6 réunions de cadre de concentration ; et une Recherche Action Participative sur le vol de bétail, qui a identifié le vol de bétail comme l'une des principales sources de revenus des ex-combattants FRPI dans la région.

Le résultat 2 a spécifiquement cherché à savoir si les conditions en Ituri permettaient un processus de DDRCS appliqué au groupe FRPI. ACIAR a réalisé une "évaluation préliminaire" qui a abouti aux conclusions suivantes :

- Le Gouvernement et la FRPI ne sont plus d'accord par rapport à la mise en œuvre de l'Accord de paix du 28 février 2020 ;
- Les actions du projet devront poursuivre un dialogue entre le Gouvernement et la FRPI, en vue d'arriver au désarmement et à la démobilisation de la FRPI ;
- Les communautés devaient être mises à contribution en vue de convaincre la FRPI, pour son désarmement et sa démobilisation ;
- Les acteurs politiques devraient aussi être mis à contribution pour atteindre le désarmement et la démobilisation de la FRPI ;
- Il y a eu très peu d'activités liées au processus FRPI étant donné que les informations à propos du PDDRCS n'étaient pas disponibles.

Le manque de clarté autour du PDDRCS a entravé cette activité et il s'est avéré difficile de susciter l'intérêt de la FRPI. L'adoption de la stratégie nationale du PDDRCS en 2022, suivie de la préparation du plan opérationnel provincial pour l'Ituri pourrait changer cette situation.

Dans le cadre du résultat 3, ACIAR a tenu de nombreuses réunions avec des responsables provinciaux clés, y compris l'ancien Gouverneur de l'Ituri, pour expliquer comment le projet continuerait à soutenir le processus FRPI malgré un blocage de l'accord de paix. Suite à la mise en place de l'état de siège en Ituri et au Nord Kivu en mai 2021, ACIAR a réengagé les nouveaux membres du cabinet et a présenté la stratégie du projet aux côtés du Secrétariat technique provincial de l'ISSSS en Ituri.

Le partenaire a noté plusieurs défis contextuels qui ont ralenti la mise en œuvre du projet. Tout d'abord, ACIAR, en coopération avec le Secrétariat technique a décidé de réviser le projet à la suite de la décision du Gouvernement de ne pas poursuivre le désarmement et la démobilisation des FRPI. Le Secrétariat technique a donc approuvé la révision en avril 2021. Par ailleurs, le Gouvernement national a déclaré l'état de siège en réponse à l'augmentation des attaques de groupes armés dans la zone, notamment du FPIC et du CODECO. Ces éléments ont conduit ACIAR à demander une autre révision du projet fin novembre 2021 pour à la fois a) maintenir les acquis du processus FRPI dans les communautés et b)

lancer un processus de dialogue dans les 4 nouvelles zones qui ont des milices. Cette révision a été approuvée début de 2022.

00121567 Pamoja Kwa Djugu

Le projet de dialogue démocratique mené par Search for Common Ground (SFCG ou Search), d'une durée de 12 mois, a pris fin en 2021. L'objectif global du projet était de "rétablir la confiance entre les communautés, renforcer leur résistance aux manipulations et résoudre les conflits de manière inclusive". Il a contribué à l'OPS4 : " Les priorités pour la stabilisation du territoire de Djugu sont identifiées. "

Les résultats ciblés par le projet étaient les suivants :

- Résultat 1 : Les communautés ont un accès accru à des informations vérifiées et sensibles au conflit et mènent avec les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales des initiatives concrètes de transformation des conflits touchant le territoire de Djugu de manière pacifique et constructive.

Dans le cadre du premier résultat, le projet a identifié et formé 30 points focaux sur l'analyse des conflits, la gestion des rumeurs et la gestion des conflits. le projet a également permis de travailler avec 8 structures locales de gestion des conflits. L'organisation a mené 89 consultations communautaires pour mieux comprendre le rôle du processus de dialogue et développer la méthodologie appropriée.

Le projet a d'abord travaillé avec des politiciens lors d'une réunion en juillet 2020 avec des députés nationaux et provinciaux, et des acteurs de la société civile sur la transformation des conflits, la gestion des rumeurs et le leadership cohésif. En octobre 2021, le consortium a supervisé un atelier de stabilisation avec les leaders communautaires et gouvernementaux provinciaux, la section des affaires civiles de la MONUSCO et les députés nationaux pour formuler des recommandations sur le dialogue démocratique. Enfin, le projet a formé 14 journalistes et soutenu de nombreux leaders locaux pour partager des messages de paix et de réconciliation sur la radio communautaire installée par le projet.

L'évaluation finale du projet a relevé plusieurs défis et leçons apprises. Premièrement, le projet a eu du mal à obtenir un engagement fort des autorités politiques. Deuxièmement, la viabilité des structures locales de paix ne semble pas garantie à l'issue du projet, car ces structures avaient besoin de financements pour poursuivre les dialogues. Troisièmement, les causes profondes du conflit demeurent et de nombreux entretiens ont montré que la région ne resterait pas paisible au cours de l'année à venir. Ceci est particulièrement vrai étant donné la résurgence des groupes armés dans la région. Des recommandations concrètes pour aborder ces pièges programmatiques communs, y compris l'augmentation des résultats du dialogue local à des discussions de plus haut niveau avec les équipes du PDDRCS, un engagement politique plus fort à Kinshasa avec l'UAS, et une meilleure implication des chefs locaux et des autorités religieuses au niveau de la chefferie. Toutes ces recommandations pourraient informer la mise en œuvre de nouvelles initiatives pour la zone prioritaire.

00123593 Ensemble pour la Sécurité et la Paix à Djugu

CORDAID gère un consortium de 24 mois pour 2 484 000 USD à Djugu. Les activités du projet s'articulent autour du pilier RAE et répondent à l'OPS3, « Des autorités étatiques responsables de la sécurité et de la justice sont déployées et sécurisent (1) les zones libérées par la FRPI et (2) le territoire de Djugu ». Les principaux résultats ciblés par le projet sont les suivants :

- Résultat 1⁹ : La performance et la qualité de services de l'administration judiciaire sont améliorées, permettant une justice équitable et accessible pour toute la population
- Résultat 2 : La performance et la qualité de services des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque)
- Résultat 3 : La performance et la qualité de services de sécurité (PNC et FARDC) sont améliorées, permettant la prestation de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque)
- Résultat 4 : Les femmes influencent et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix et sont reconnues comme actrices du changement social.

Dans le cadre du premier résultat, CORDAID a utilisé la méthodologie du financement basé sur les résultats (RBF) pour améliorer la capacité des institutions judiciaires, des cliniques judiciaires et des structures de dialogue. Les partenaires du consortium ont organisé un atelier à Bunia du 11 au 12 février 2021 pour former 44 autorités judiciaires, la société civile et les associations locales à l'approche RBF, dont 8 femmes. CORDAID a ensuite dispensé la même formation à quatre agents de l'Auditorat militaire de garnison de l'Ituri et de l'Auditorat militaire détaché de Mongwalu. Aucune femme n'a participé à la deuxième formation. Après la formation, les participants se sont mis d'accord sur une série d'indicateurs, et ont finalisé les contrats de performance. Des missions de vérification des performances auront lieu en janvier 2022, date à laquelle CORDAID versera des subventions aux partenaires qui auront atteint les résultats requis.

Ils ont également formé 12 structures locales sur la résolution des conflits, la rédaction de compromis de gestion foncière, et le rôle du Tribunal de Paix (Tripaix) dans l'intégration du genre. Ils ont également identifié et formé 12 structures de femmes et de jeunes dans 6 ETD, tout en appuyant la construction du Tribunal de Djugu, qui sera remis aux autorités le 11 février 2022.

Dans le cadre du résultat 2, CORDAID a renforcé les ETD via l'approche RBF. Le consortium a organisé l'atelier initial du 12 au 14 mars pour former 53 autorités locales, dont 8 femmes. Comme pour le premier résultat, les participants ont ensuite choisi et validé formellement une série d'indicateurs, avant de signer des contrats de performance. Ils ont organisé des réunions de vérification en juin 2021, et 6 ETD ont obtenu un score de 57,6% pour leur premier cycle RBF. CORDAID a avancé aux membres de l'ETD 30% de leurs subventions pour ce cycle afin qu'ils puissent acheter des équipements de base (ordinateurs, imprimantes et générateurs) pour leur travail quotidien. CORDAID rapporte qu'en raison de l'accompagnement ou « coaching » intensif, les performances de l'ETD ont considérablement augmenté d'un cycle RBF à l'autre.

Dans le cadre du résultat 3, CORDAID a installé 6 comités de sensibilisation des FARDC et de la PNC. Les partenaires du consortium ont formé ces comités aux droits de l'homme, avec un accent particulier sur les droits des femmes et des enfants, ainsi qu'à la gestion correcte des violences basées sur le genre (VSGB). Pour donner suite aux pré-tests et post-tests, 25 des 37 participants ont amélioré leurs connaissances générales sur ces sujets. Les FARDC et la PNC ont également reçu des fournitures de bureau, des ordinateurs et des générateurs pour soutenir leur travail quotidien. En outre, CORDAID a construit un commissariat de police à Kpandroma ; développé des plans d'action de sécurité avec 91 participants, dont 30 femmes ; et formé 170 membres de structures de femme et de jeunes au suivi des plans de sécurité.

⁹ Le projet CORDAID fait référence à leurs résultats en tant qu'objectifs spécifiques, mais pour des raisons de cohérence des rapports, ils sont appelés résultats dans le rapport consolidé.

Dans le cadre du résultat 4, CORDAID a formé 109 participants des structures de femmes et de jeunes sur une variété de sujets en fonction des besoins, y compris la compétence judiciaire, les droits et l'accès à la justice, le gouvernement participatif, la décentralisation, et les droits et obligations des ETD. Pour donner suite à cette formation, ces groupes ont mené 10 actions de plaidoyer notamment auprès de la MONUSCO, des structures de paix de Walendu Pitsi, du CODECO et des leaders communautaires. Le projet a également organisé 13 sessions de sensibilisation pour les groupes de femmes et de jeunes sur la gestion des terres et la médiation ; créé un espace d'écoute pour les femmes et les jeunes dans la clinique judiciaire de Fataki ; soutenu 16 membres pour développer des plans d'action visant à améliorer la participation des femmes et des filles dans les comités de sécurité locaux ; et développé 5 espaces de discussion pour sensibiliser aux droits des femmes et à la violence basé sur le genre.

La sécurité s'est avérée être un défi majeur pour ce projet en 2021. Les groupes CODECO, Sambasa et Zaïre ont procédé à de nombreuses incursions violentes contre les FARDC et la PNC dans les zones d'intervention du projet, ce qui a considérablement entravé l'accès. Sur le plan politique, le Gouvernement national a déclaré un état de siège et a remplacé les autorités civiles par des militaires. Cela a interrompu la planification du projet et a nécessité des activités de sensibilisation supplémentaires auprès des nouvelles autorités. De plus, certaines activités ont dû être révisées en raison des restrictions du COVID-19 sur le nombre de participants. Ces deux éléments ont retardé les activités du projet et ont entraîné une sous-utilisation des fonds. Pour atténuer ces difficultés, le partenaire a mené des activités dans des zones plus accessibles, a mis en pause certaines activités dans des zones d'insécurité et a voyagé en convoi. Ceci étant, les partenaires ont rapidement engagé activement les nouvelles autorités militaires dans le projet.

00123594 Pour un Djugu pacifique : cohésion sociale, réintégration économique et engagement des jeunes et des femmes

Ce projet de 24 mois est mené par un consortium géré par le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) pour un budget total de 3 024 000 USD. Il se concentre sur les activités du pilier RRR et répond à l'OPS3 et l'OPS4, en identifiant les principaux facteurs de conflit à Djugu.

Les principaux résultats ciblés par ce projet sont les suivants :

- Résultat 1¹⁰ : La cohésion sociale et la résilience intra et intercommunautaires sont renforcées avec un focus sur les jeunes à risque et les communautés affectées par le mouvement CODECO.
- Résultat 2 : La cohésion sociale inter- et intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit dans le territoire de Djugu.
- Résultat 3 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation, et sont reconnues comme actrices de changement social.
- Résultat 4 : Le projet est redevable aux populations touchées, les principes de sensibilité aux conflits et ne pas nuire sont respectés, et les approches de durabilité sont mises en place.

Dans le cadre du premier résultat, le projet a permis de réhabiliter trois infrastructures en utilisant l'approche HIMO ; d'établir un mécanisme d'alerte précoce dirigé par des jeunes ; et de fournir un soutien psychosocial à 169 personnes, dont 81 femmes touchées par la violence à Djugu. Ils ont également organisé plusieurs productions théâtrales et un grand match de football avec 32 équipes, dont 16 équipes exclusivement féminines, dans 8 zones d'intervention. L'insécurité due au CODECO continue cependant d'entraver ces activités sociales, comme le note le partenaire dans sa matrice de risques.

¹⁰ Le projet DRC fait référence à leurs résultats en tant qu'objectifs spécifiques, mais pour des raisons de cohérence des rapports, ils sont appelés résultats dans le rapport consolidé.

1744 personnes, dont 918 femmes, se sont engagées dans des activités économiques dans le cadre du deuxième résultat. Cela comprenait des activités agricoles, pastorales et AGR grâce à l'accès aux activités de micro-crédit. Ils ont également organisé des formations professionnelles pour 179 étudiants, dont 57 femmes au premier trimestre et 210 étudiants, dont 61 femmes, au second trimestre. DRC a formé 16 associations de micro-crédit et a permis l'accès au crédit à 354 personnes, dont 65% de femmes.

Dans le cadre du troisième résultat, les membres du consortium ont formé 180 femmes dans 8 groupements sur le leadership et la protection des femmes afin de renforcer leur participation active dans la prise de décision communautaire. Le projet a également fait en sorte que 12 femmes de l'association des femmes participent au comité local de sécurité.

Dans le cadre du quatrième résultat, le consortium a organisé un atelier d'analyse des risques et aux conflits afin de développer et de contrôler régulièrement un plan pour Ne Pas Nuire pour le projet. Ils ont ensuite également mené un atelier de sensibilisation aux conflits avec les chefs communautaires de Djugu et les anciennes autorités du STAREC (actuellement PDDRCS), et la MONUSCO. DRC a également organisé un mécanisme de feedback des bénéficiaires. En mettant en place un numéro vert, en laissant des boîtes à suggestions autour des activités, et en formant 8 comités de redevabilité pour fournir un feedback régulier sur le projet. Au total, 219 plaintes ont été enregistrées, le consortium a traité ces plaintes soit avec les comités de redevabilité, soit par des entretiens individuels avec les personnes concernées.

Comme pour CORDAID, DRC a identifié l'insécurité comme le principal défi à la mise en œuvre des projets. En effet, les violences perpétrées par le CODECO ont entravé l'accès à de nombreux sites du projet. Pour relever ce défi, DRC a mis en place un suivi communautaire dans les zones difficiles d'accès. De plus, la déclaration de l'état de siège en Ituri a changé les autorités du jour au lendemain, et le projet a dû réengager les nouveaux acteurs politiques.

Progrès vers l'opérationnalisation des fonctions de l'Unité d'appui à la stabilisation

En 2020, le CAN a approuvé la révision du travail de l'ISSSS (et par là-même de l'UAS) en 4 fonctions substantives : engagement politique, coordination, conseil technique et appui aux politiques, renforcement des capacités ; et 2 fonctions de gestion : gestion du programme FCS et suivi, évaluation et apprentissage (SEA). Cette révision s'est matérialisée à travers l'approbation par le CAN de projets spécifiques d'une durée de deux années, et le versement du budget annuel 2021 à hauteur de 741 355 USD pour les fonctions substantives et 1 220 094 USD pour les fonctions de gestion. Notons que les fonctions substantives ont reçu le soutien de sources de financement complémentaires en 2021 en plus du FCS.¹¹ Toutefois, ce rapport ne met en évidence que les financements reçus du FCS.

L'objectif spécifique du projet est le suivant : « le gouvernement avec l'appui d'un réseau d'acteurs congolais assure le leadership national des initiatives de stabilisation en RDC, avec efficacité et suivant une approche sensible au genre. »

Les indicateurs au niveau de l'objectif global pour ce projet sont les suivants :

<i>Indicateur</i>	<i>Cible</i>	<i>Commentaire</i>
Indicateur OG1 : % de personnes qui pensent que les projets de consolidation de la paix adressent les problèmes importants de leur zone.	26%	
Indicateur OS2 : % de personnes qui perçoivent que les autorités (Chef de Quartier/Village) représentent les intérêts et l'opinion de la population.	Non collecté pour des raisons de sécurité. Bénéficiaire Ménages (BHH) ayant refusé de répondre.	Demander la révision de l'indicateur en 2022
Indicateur OS1 : Nombre de programmes de stabilisation initiés et mis en œuvre par le Gouvernement de la RDC et les partenaires de financement sous le lead du STAREC.	2	FCS a lancé un projet en 2021, et a révisé et redémarré un projet de l'OIM. Qui plus est, l'ensemble des révisions de projets et des propositions de projets ont été créées en totale coopération avec le personnel du STAREC ou de l'ex-STAREC/PDDRCS.
Indicateur OS2 : Nombre de processus d'engagement politique menés sous leadership national.	3	Appui à la réforme foncière et à la Commission Nationale de la Réforme Foncière (CONAREF) au niveau national. L'UAS est actuellement en discussion pour un appui technique et financier aux prochaines étapes (adoption de la politique et élaboration de la loi). Elaboration d'un texte de loi encadrant l'élevage et la transhumance au niveau national. En 2021 : mise en place d'un groupe de travail restreint (autorités, universités, partenaires, MONUSCO), contacts préliminaires avec le cabinet du Ministre national et la députée du Bas-Uélé qui va endosser la proposition de loi. ¹² DDRCS : appuie la rédaction de la stratégie nationale qui sera validée en 2022

¹¹ La Suède, les Pays-Bas et l'Allemagne ont contribué au financement des fonctions en complément du SCF, à travers des accords bilatéraux avec le PNUD. En 2021, les budgets concernés comprennent 226 226 USD pour les Suédois (cependant non engagés en appui à l'UAS mais visant plutôt de nouvelles zones au Kasai et Tanganyika), 1 022 719 USD pour les Néerlandais et 454 174 pour les Allemands.

¹² Le texte a été élaboré en mars 2022, l'UAS prépare la campagne de lobby dans le cadre de la nouvelle session de l'AN.

Le projet a deux produits :

- Produit 1 : Le Secrétariat Technique de l'ISSSS (STAREC et UAS) est capable de coordonner et mettre en œuvre efficacement et conjointement la stratégie ISSSS 2020-2024.

Ce produit centré sur l'opérationnalisation de la stratégie, se concrétise en particulier autour de cinq fonctions : (i) un engagement politique effectif au niveau des provinces, (ii) une coordination géographique effective, (iii) un leadership thématique effectif sur les questions de gouvernance locale inclusive et participative, (iv) la programmation FCS, (v) suivi, évaluation et apprentissage (SEA).

- Produit 2 : Les institutions nationales disposent de l'expertise, des stratégies et d'une autonomie adéquate sur la stabilisation et l'intégration du genre.

Ce produit se consacre en particulier au renforcement de capacités nationales (gouvernement, STAREC, ou programme similaire, société civile), et à un transfert de compétences sur les stratégies et mécanismes de stabilisation mais aussi sur l'intégration transversale de la dimension genre dans la stabilisation. Il est centré sur la fonction de renforcement de capacités.

Produit 1 : Le secrétariat technique est capable de coordonner et mettre en œuvre efficacement et conjointement la stratégie ISSSS 2020 - 2024

Engagement politique : **Un engagement politique axé sur des objectifs prioritaires de stabilisation spécifiques et réalistes contribue à une stabilisation durable en RDC.**

Les résultats visés par la cellule sont les suivants :

- Résultat 1 : Les objectifs prioritaires pour la stabilisation sont définis et actualisés ;
- Résultat 2 : La stratégie d'engagement politique et de plaidoyer est développée ;
- Résultat 3 : La stratégie de d'engagement politique et de plaidoyer est coordonnée et mise en œuvre efficacement.

Indicateur	Cible	Valeur Atteinte	Commentaire
Indicateur 1.a. Nombre de fonctions de l'UAS ayant un mécanisme conjoint et un plan de transfert de capacités adopté	6	1	L'absence de partenaire gouvernemental a entravé cet indicateur. Cependant, la cellule SEA a développé un plan de Transfer pour le bureau du ministre provincial des plans et a formé le personnel du gouvernement en suivi et évaluation afin qu'il puisse accompagner l'équipe de SEA lors des missions de suivi.
Indicateur 1.b. Nombre de provinces disposant d'objectifs prioritaires de stabilisation approuvés par les autorités et à jour	3	3	En 2021, l'Ituri et le Nord Kivu ont mis à jour leur OPS via un atelier participatif. Celui du Sud Kivu n'a cependant pas nécessité de mise à jour à partir de 2020.
Indicateur 1.c. Nombre de processus d'engagement politique menés sous leadership national	4	3	

Les actions-clés réalisées en matière d'engagement politique des partenaires de l'UAS et du FCS sont les suivantes :

- Opérationnalisation de la Cellule engagement politique avec la prise de fonction de son coordinateur en septembre 2021. La Cellule compte un analyste politique, une chargée de communication et est appuyée par les experts thématiques de l'UAS¹³.
- Consultations menées auprès des autorités, des partenaires de mise en œuvre et au sein de la MONUSCO au Nord Kivu, au Sud Kivu et en Ituri et formulation de la stratégie d'engagement politique de l'UAS et de sa programmation pour l'année 2022. Partant des Objectifs Prioritaires de Stabilisation définis dans les 3 provinces sous l'autorité des Ministres du Plan (2020 au SK et 2021 au Nord Kivu et Ituri), 16 dossiers prioritaires ont été définis en 2021 pour 2022, sous 4 principaux axes¹⁴, en soutien aux jalons 2, 4, 6, 8, 12, 14 et 17 du plan de transition de la MONUSCO.

Dans le cadre de l'ISSSS, l'engagement politique est défini comme un ensemble d'activités de conseil, de réseautage, de lobby, de plaidoyer et de communication qui permet de répondre à trois principaux défis (i.e. des limites récurrentes auxquelles les programmes I4S se sont heurtés ces dernières années) :

1. L'engagement de l'État à tous les niveaux et le renforcement de son leadership dans la conduite des programmes/processus de stabilisation. Vu la dimension profondément politique des conflits dans l'Est de la RDC, cet engagement est indispensable au succès des interventions I4S et à leur durabilité.
2. La nécessité d'influencer le comportement des acteurs coutumiers, politiques, économiques et sécuritaires ayant une capacité de nuisance et de manipulation sur les communautés, les groupes armés et les dynamiques de conflit au niveau local (les « tireurs de ficelle »). Dans ce cadre, la Cellule capitalise sur les processus I4S de dialogue et de mobilisation communautaire, collabore étroitement avec les affaires politiques de la MONUSCO et certains centres de recherche et pilote/finance des actions – formelles et informelles – de mobilisation et de lobbying.
3. L'importance de lier les projets I4S menés au niveau communautaire avec les processus de réformes institutionnelles en cours à Kinshasa et sans lesquels les résultats des interventions restent fragiles et réversibles. La Cellule engagement politique soutient actuellement le processus de réforme foncière au niveau national, la réforme du secteur de la sécurité (RSS), le développement de la politique foncière du Nord Kivu ainsi que l'élaboration d'un cadre législatif sur l'élevage et la transhumance.

En 2021, les premières actions de la Cellule engagement politique se sont concentrées sur les dossiers suivants :

- *Transhumance et conflits fonciers au Sud Kivu* : mise en place d'un groupe de travail multi-acteurs au Sud Kivu (autorités, universités, partenaires, UAS, CAS et les Affaires Politiques de la MONUSCO) ; réunions facilitées par la Cellule engagement politique à Bukavu en octobre et novembre 2021 ; élaboration d'un plan d'actions conjointes en matière de coordination programmatique et d'engagement politique dans la province et à Kinshasa (i.e. dans le cadre de l'élaboration d'un texte de loi encadrant l'élevage et la transhumance et d'une campagne de lobbying – pilotée et financée par l'UAS – en vue de son adoption par l'Assemblée Nationale).

¹³ En particulier les experts en gouvernance foncière et Experte gouvernance locale et conflits de pouvoir.

¹⁴ 1) Les cadres normatifs, législatifs et l'appui aux processus de réformes institutionnelles, 2) les conflits de pouvoir et de limites administratives, 3) l'activisme des groupes armés, le DDRCS et les dynamiques identitaires, 4) la gouvernance locale, foncière, judiciaire et sécuritaire.

- *Accès à la terre et grandes concessions au Nord Kivu* : contacts préliminaires et mobilisation des autorités provinciales et de certains partenaires de mise en œuvre (International Alert, ASP, UCBC, Transition Int., ZOA, FAT, CONAPAC) en vue de la mise en place d'un groupe de travail sur les grandes concessions.
- *Gouvernance et administration locale dans les zones de conflit et de contestation du pouvoir coutumier* : mise en place d'un groupe de travail restreint, sous le leadership de l'administration et en collaboration avec la Section des affaires civiles de la MONUSCO et les partenaires de mise en œuvre. Une note technique est en cours de finalisation. Elle alimentera en 2022 un plan d'engagement et de plaidoyer auprès des autorités compétentes au niveau provincial et national.
- *Réforme foncière au niveau national et au Nord Kivu* (i.e. dans le cadre de la Politique Publique foncière et d'aménagement du territoire P3-FAT). La Cellule a participé à Kinshasa à l'atelier de la CONAREF de validation de la nouvelle politique foncière nationale. Les modalités d'appui technique et financier aux prochaines étapes du processus (adoption de la politique et élaboration de la loi foncière) sont en cours de discussion avec la CONAREF.

La Cellule engagement politique apporte également un appui « on-the-job » aux partenaires de mise en œuvre avec un focus sur l'ancrage institutionnel de leurs interventions, les analyses des dynamiques et des acteurs de conflit et l'engagement de ces acteurs selon différentes modalités (formelles et informelles). Parmi les premiers appuis apportés :

- Appui technique aux partenaires de la zone Sud Lubero / Nord Bwito pour l'identification et la mobilisation des acteurs influents (avec l'objectif de sécuriser un certain nombre de soutiens et de créer un environnement politique favorable au lancement du programme I4S dans la zone).
- Appui technique au programme ESPASK/CORDAID (Sud Kivu) : engagement directe des acteurs politiques et coutumiers clés (en appui au processus de redynamisation de la Commission Consultative pour le Règlement des Conflits Coutumiers) et renforcement de la coordination entre partenaires.
- Appui technique au programme UJAMAA/ZOA : renforcement du rôle de l'administration dans la conduite du projet, renforcement de la coordination autour des enjeux de la transhumance (autorités, universités, partenaires, l'UAS, CAS et Affaires politiques de la MONUSCO) et liaison entre le programme mis en œuvre au niveau local par ZOA et le processus de plaidoyer législatif que la Cellule d'engagement politique de l'UAS soutient actuellement à Kinshasa.
- Appui (pilote par le coordonnateur de l'UAS à Bunia) à l'organisation d'une mission de plaidoyer à Kinshasa, dans le cadre du projet ESPAD/CORDAID, en vue du déploiement des magistrats dans le Tripaix de Djugu (construit sur financement FCS).

Coordination : Les interventions de stabilisation plus cohérentes, mieux coordonnées, plus pérennes, basée sur les besoins et développées en soutien à l'engagement politique contribuent à l'atteinte des objectifs prioritaires de stabilisation

Le nouveau responsable de la coordination a commencé en août 2021, et a commencé à soutenir les différentes provinces en coordination. De plus, l'UAS a réussi à recruter trois associés à la coordination au Sud Kivu, Nord Kivu et en Ituri¹⁵.

Les résultats visés par la cellule sont les suivants :

¹⁵ L'associé à la coordination au Sud Kivu a démissionné après 6 mois et le recrutement doit être relancé.

- Faciliter la coordination géographique des interventions dans les différentes provinces pour soutenir la stabilisation et la consolidation de la paix en RDC.
- Assurer la coordination thématique et stratégique sur les questions transversales importantes pour la stabilisation et la consolidation de la paix.
- Fournir des services à valeur ajoutée aux partenaires à la demande, en vue de construire une communauté dynamique d'acteurs bien informés dans le cadre de la stabilisation et la consolidation de la paix

Indicateur	Cible	Valeur Atteinte	Commentaire
Indicateur 1.d. Nombre de mécanismes de coordination géographique fonctionnels au niveau provincial sous leadership national	3	1	L'Ituri a mis en place un mécanisme régulier de coordination dirigé par le gouvernement. L'état de siège au Nord-Kivu a retardé la mise en place d'une réunion régulière. Cependant, la mise en place a commencé au début de 2022. Au Sud-Kivu, le changement de ministre provincial du plan a interrompu les réunions de coordination, et l'UAS résoudra ce problème en 2022.
Indicateur 1.e.1. Nombre de fonctionnaires formés (i) sur la formulation d'objectifs de stabilisation ; (ii) la coordination et le suivi des initiatives de stabilisation (désagrégé par sexe)	"(i) 5 F - 5 H (ii) 10 F - 10 H"	0	L'absence de partenaire gouvernemental a entravé la réalisation de cet indicateur.
Indicateur 1.e.2. Pourcentage de fonctionnaires ayant augmenté leur connaissance en (i) Objectifs de stabilisation et (ii) coordination	(i) 90% F - 90% H	0	L'absence de partenaire gouvernemental a entravé la réalisation de cet indicateur.

Dans les trois provinces, l'équipe de coordination a régulièrement soutenu les mécanismes de coordination géographique pour cartographier les interventions de stabilisation existantes, identifier les défis et mener un plaidoyer conjoint. L'Ituri a organisé avec succès six réunions de coordination à Bunia et Tchomia en 2021, alors que le Nord Kivu et le Sud Kivu n'ont pas encore relancé de tels groupes de travail réguliers mais se sont concentrés sur des activités préparatoires. Le travail de coordination géographique pour les acteurs de paix et stabilisation s'est buté à différentes contraintes : le changement des animateurs provinciaux en raison de l'Etat de siège (NK et Ituri) et le remaniements ministériels et l'instabilité des institutions politiques au Sud Kivu. En parallèle, la création du P-DDRCS (sous tutelle de la Présidence et non du Ministère du Plan) et la volonté de mettre en place des Cadres de Concertation pour la Paix et l'Appui au Programme (CCPAP) au niveau provincial dans le cadre du P-DDRCS nécessitent un alignement des différents concepts.

Ceci étant, les trois provinces ont régulièrement mis à jour le répertoire des acteurs de paix et de stabilisation et des interventions dans les trois provinces. Une méthodologie et un outil de collecte de données (sous MS Access) ont été élaborés par la cellule de suivi-évaluation pour procéder en 2022 à

une cartographie plus rigoureuse des interventions de stabilisation par zone géographique et par domaine.

Conseil technique et appui aux politiques : Le Secrétariat Technique dispose d'une expertise spécialisée dans les thématiques clés en appui à l'atteinte des objectifs prioritaires de stabilisation

L'unité a finalisé le recrutement de deux experts nationaux thématiques en 2021, à savoir le spécialiste en gouvernance foncière et la spécialiste en gouvernance locale inclusive et participative (à charge du FCS). Cela complète l'équipe, qui comprend également une spécialiste genre basée à Kinshasa.

Les résultats visés par la cellule sont les suivants :

- Résultat 1 : Le Secrétariat Technique dispose d'une expertise spécialisée dans les thématiques-clés en appui à l'atteinte des objectifs prioritaires de stabilisation.
- Résultat 2 : Assurer un leadership thématique intégrateur et inclusif sur les questions-clés pour la stabilisation.

Comme cette fonction est transversale et soutient les autres fonctions, elle ne dispose pas d'indicateurs distincts. Au lieu de cela, les experts techniques ont soutenu l'engagement politique pour réaliser 3 initiatives de politique nationale, ont créé 3 OPS et se sont assurés que 100% des projets FCS adhéraient aux OPS.

Les thématiques ont directement soutenu la mise en œuvre de la stratégie d'engagement politique. Ils ont notamment soutenu le travail sur la question de la transhumance au Sud Kivu, établi des relations de travail avec la Commission Consultative de Règlement des Conflits Coutumiers (CCRCC), le rapport UCBC à Beni, et un état de lieu des conflits fonciers en Ituri.¹⁶

Gestion Programmatique FCS : La programmation du FCS est assurée avec efficacité, redevabilité, et respect des délais, et contribue avec pertinence à l'atteinte des objectifs prioritaires de stabilisation

- Résultat 1 : La gouvernance FCS efficace, redevable et régulière est assurée.
- Résultat 2 : L'administration du portefeuille et la gestion des projets de stabilisation financés par le FCS et mis en œuvre par les partenaires ONG et agences sont assurées.
- Résultat 3 : La fonctionnalité du Secrétariat technique, l'administration financière des projets par le FCS, et la mise en œuvre des projets FCS par l'UAS et le STAREC est assurée.
- Résultat 4 : Les activités des *Participating Non-United Nations Organizations* (PNUNO) sont assurées par l'Agent de Gestion (AG).

Indicateur	Cible	Valeur Atteinte	Commentaire
Indicateur 1.f. Nombre de réunion CAN et CAP organisés pour la gestion de portefeuille FCS	10	0	L'absence de partenaire gouvernemental a entravé la réalisation de cet indicateur.
Indicateur 1.g. % de nouveaux projets FCS mis en œuvre répondant aux objectifs prioritaires de stabilisation provinciaux	100%	100%	

¹⁶ Le rapport de l'UCBC sera finalisé au deuxième trimestre de 2022 après l'intégration des commentaires de l'ICCN, puis partagé avec les membres du CAN.

Le Fonds a reçu en 2021 des contributions totales à hauteur de 7 720 544 USD de la part du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la Suède et de la Norvège. L'Agent Administratif (AA) a transféré un montant de 1 281 356 USD. Trois projets ont commencé en 2021, un projet a redémarré après une longue suspension et trois projets ont pris fin. En cours d'année, le FCS a eu jusque 28,4 millions USD de programmation active avec 13 projets gérés. En outre, le Fonds a supervisé un audit de diligence raisonnable (« due diligence ») avec FCDO et a contribué à l'audit de gestion de l'UAS, dont les résultats sont décrits plus en détail dans la section audit du présent rapport.

Le Fonds a également supervisé les services d'un consultant pour la révision du manuel d'opérations et des procédures opérationnelles standard de gestion des allégations de fraude. Bien que le consultant ait produit un projet concret de ces deux produits par le biais de consultations avec les donateurs, le personnel de l'UAS, le Bureau intégré, le Gouvernement et les partenaires de mise en œuvre, le processus a été mis en pause jusqu'à ce que la question du partenaire et de l'ancrage gouvernemental du Fonds soit clarifiée. Le travail sur ces deux documents pourra reprendre une fois traitées les questions de la gouvernance du FCS.

L'absence de partenaire gouvernemental du Fonds a empêché en 2021 la tenue de réunions du CAN et a représenté un défi majeur pour la gouvernance du Fonds. La résolution de cette question influencera la décision des membres du CAN de prolonger le Fonds au-delà de sa date limite actuelle de 2022.

En 2021, l'Agent de Gestion a supervisé 8 projets, dont 4 en Ituri, 3 au Sud Kivu et 1 à Beni. En 2021, le solde d'ouverture a été de 12 251 733 USD pour les projets mis en œuvre par les partenaires ONG en Ituri et au Sud Kivu. Le nouveau projet du Nord Kivu a été lancé au dernier trimestre 2021 pour un financement de 539 999 USD.

Le PNUD a effectué deux *spotchecks* pour CORDAID et Interpeace, et une micro-évaluation pour le nouveau partenaire, Pole Institute. Il a aussi organisé des formations régulières pour les partenaires de mise en œuvre sur les règles et procédures du PNUD, les activités d'assurance financière et les activités de gestion financière, tout en soutenant conjointement les partenaires pour atteindre les objectifs et livrables. Il a également diligenté deux audits spéciaux sur les projets mis en œuvre par Alert International.

Suivi-évaluation et apprentissage : Le Système de suivi de l'ISSSS permet une gestion des projets efficace, redevable, et axée sur les résultats, en engageant les parties prenantes dans une dynamique d'apprentissage mutuel et permanent, en vue de renforcer l'effectivité des stratégies de consolidation de la paix et de stabilisation à l'Est de la RDC.

Les résultats escomptés sont les suivants :

- Résultat 1 : Le suivi des plans de travail et obligations contractuelles des projets du FCS est assuré.
- Résultat 2 : Le suivi des résultats au niveau géographique et un apprentissage basé sur les faits est assuré.
- Résultat 3 : La vérification de la qualité des données générées par les partenaires conformément au manuel d'opérations FCS est assurée.
- Résultat 4 : L'impact et l'adaptation de la stratégie ISSSS à travers la capitalisation et diffusion des meilleurs pratiques et leçons apprises sont assurés.

Indicator	Cible	Valeur Atteinte	Commentaire

Indicateur 1.h. Nombre de missions de DQA organisés au près du partenaire FCS	10	8	
Indicateur 1.I. Nombre de sessions de réflexion et d'apprentissage entre partenaires FCS organisés	4	2	
Indicateur 1.J. Nombre de séances de formation organisés en faveur des partenaires ISSSS (FCS et STAREC)	6	3	Dans ce cas, la cellule SEA a fourni une formation sur le suivi et l'évaluation à d'anciens membres du personnel du STAREC/PDDRC au niveau provincial afin qu'ils puissent participer aux missions de suivi.

Au cours de l'année 2021, l'équipe de suivi-évaluation conjointe entre le Ministère du Plan, le PDDRCS (équipes intérimaires provinciales) et l'UAS a obtenu d'excellents résultats. La mise en œuvre réussie du système de suivi des plans de travail des partenaires, qui comprend des visites trimestrielles sur le terrain, a permis de détecter des cas des fraudes potentielles et faire des alertes précoces aux secrétariats techniques afin de mitiger les risques (**résultat 1**). Grâce à la mise en œuvre du guide d'indicateurs pour la stabilisation, l'UAS a pu cartographier toutes les activités menées dans le cadre des projets du FCS sur chaque territoire et les mesurer de manière harmonisée, afin de tirer des enseignements selon des méthodes de recherche comparative. Les leçons apprises seront mises en évidence dans les évaluations à mi-parcours des projets du FCS (**résultat 2**). En outre, en 2021, le « *Stabilisation Monitoring System* » (SMS) a permis de collecter des données sur 8000 bénéficiaires directs et indirects du FCS. Ces données sont disponibles pour toutes les parties prenantes sur la plateforme SMS Visual, dont les informations sont utilisées comme base de discussion pour les réunions de coordination des partenaires FCS. Comme toutes les données ont été vérifiées selon le système d'évaluation de la qualité des données, les bases de données peuvent servir de ressources utiles à la recherche scientifique. A cette fin, l'équipe SEA envisage en 2022 d'établir un partenariat avec l'Institut National de Statistiques (INS), à travers ses bureaux au Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri et des universités nationales. (**Résultats 3 & 4**).

Produit 2 : Les institutions nationales disposent de l'expertise, des stratégies et d'une autonomie adéquate sur la stabilisation et l'intégration du genre

Renforcement des capacités

L'unité a recruté en 2021 un spécialiste en renforcement des capacités, qui a pris fonction en octobre 2021. Les résultats visés par cette composante sont les suivants :

- Résultat 1 : Renforcer l'efficacité du Gouvernement et de la société civile dans l'appropriation, l'orientation stratégique, l'identification, le suivi et la mise en œuvre des initiatives de stabilisation.
- Résultat 2 : Renforcer l'autonomie et le leadership des organisations de la société civile dans les processus de stabilisation, et la durabilité des structures de base.
- Résultat 3 : Renforcer les capacités opérationnelles des structures gouvernementales d'ancrage institutionnel de l'ISSSS pour une mise en œuvre efficace et de la stratégie et préparer la transition.
- Résultat 4 : Renforcer l'intégration du genre dans l'ISSSS au niveau des stratégies et des institutions.

Indicateur	Cible	Valeur Atteinte	Commentaire
Indicateur 2.a.1. Nombre de fonctionnaires (h/f) formés en gestion de cycle de projet (désagrégé par sexe)	20H - 20F	4H	L'absence de partenaire gouvernemental a entravé la réalisation de cet indicateur.
Indicateur 2.a.2. Pourcentage de fonctionnaires ayant augmenté leur connaissance en gestion de cycle de projet (désagrégé par sexe)	80%F - 80%H	75%H	Sur les 4 personnes formées, 75 % ont constaté une amélioration entre le pré et le post test.
Indicateur 2.b.1. nombre d'institutions partenaires bénéficiaires d'un processus de renforcement de capacité	4	4	
Indicateur 2.b.2. % institutions partenaires ayant amélioré leur performance d'au moins 50% (après un an) et 80% (après deux ans).	*+50% :2/4 +80% :0/4		Ces informations seront collectées en 2022
Indicateur 2.c. Contrat de performance du STAREC mis en place et fonctionnel	Oui	Non	L'absence de partenaire gouvernemental a entravé la réalisation de cet indicateur

En raison des retards dans la prise de fonction de l'expert en renforcement de capacités, des changements institutionnels concernant le partenaire gouvernemental d'ancrage, le déploiement des activités de cette fonction s'est concentrée en 2021 sur les phases préparatoires des différents processus de renforcement de capacités envisagés (développement des méthodologies, préparation de termes de référence, etc), et leur déploiement effectif est programmé pour 2022. L'idée envisagée initialement dans le cadre du résultat 3 avec le STAREC était de fournir un appui institutionnel suivant une approche de financement basé sur la performance (comprenant plan de travail, contrat de performance, définition et mise en œuvre des appuis, suivi et contrôle et gestion des appuis financiers, à travers un prestataire indépendant). La phase de démarrage du nouveau P-DDRCS n'a pas encore permis d'engager une discussion sur le sujet et l'adaptation éventuelle des approches envisagées en la matière. Parmi les autres activités relevant de cette fonction figurent le développement de l'accompagnement professionnel des organisations de la société civile et des partenaires d'exécution congolais, ainsi que la certification en matière de genre - toutes ces activités seront menées en 2022.

Travail stratégique : PDDRCS

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo a officiellement lancé le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS) le 4 juillet 2021 via l'ordonnance présidentielle n°21/038. Cette ordonnance prévoit également que les anciens mécanismes et programmes gouvernementaux STAREC et PNDDR soient intégrés au sein de cette structure. L'ordonnance 21/038 est le résultat de négociations approfondies entre le gouvernement congolais, les Nations unies et la communauté internationale. Elle tient compte des principales leçons tirées des précédents programmes de DDR, notamment a) la nécessité d'une structure et d'une réponse décentralisées, b) le DDR doit s'inscrire dans un processus de paix et de stabilisation plus large, c) l'arrêt de l'intégration des ex-combattants dans les FARDC et d) la non-amnistie des crimes de guerre. Il est attendu de stratégie nationale qui concrétise le P-DDRCS qu'elle intègre ces principes.

Dans une optique de renforcement de la coordination autour de ce programme, et conformément à son mandat, l'UAS a fourni en 2021 un appui stratégique pour le lancement des activités de ce nouveau programme, et pour permettre son appropriation des outils de soutien à la stabilisation à disposition

(ISSSS, FCS, capacités UAS, etc). Ce travail d'appui initial s'est concrétisé à travers plusieurs activités qui ont bénéficié de soutien du FCS (appui en temps de staff essentiellement), en complément d'autres sources de financement :

- Appui stratégique et en coordination pour l'amélioration de la stratégie nationale du P-DDRCS sur le volet RCS : Ceci s'est concrétisé par le travail d'une consultante internationale pour soutenir la consolidation des commentaires de l'ONU aux côtés de la section DDR de la MONUSCO. Ce consultant a également aidé le comité de rédaction à produire une version actualisée de la stratégie au début de l'année 2022. Le personnel financé par le FCS a activement soutenu le travail des consultants.
- Mission de familiarisation à l'Est sur le FCS : l'UAS a accompagné le personnel du PDDRCS lors de sa visite sur le terrain dans l'est du pays du 1er au 18 décembre 2021. L'objectif de cette visite était d'examiner les programmes de stabilisation en cours, de participer à un atelier au Sud Kivu sur les initiatives locales de DDR et de recueillir des informations pour alimenter la stratégie nationale. Le FCS n'a pas financé directement le voyage, mais le personnel financé par le Fonds a organisé la logistique et les entretiens pour le personnel du PDDRCS.

Produits de connaissance

Cette section liste les principaux produits de connaissance produits dans le cadre des projets financés par le Fonds, disponibles à la distribution.

<i>Numéro</i>	<i>Titre</i>
1	ZOA Transhumance
2	DRC cartographie incidences de protection ituri
3	RBF Cordaid Djugu
4	RBF Cordaid South Kivu
5	Chefferie Analyse Cordaid SK
6	Interpeace Reports
7	SFCG Final Evaluation
8	ACIAR Annual Report
9	Njia International Alert Final Eval
10	Evaluation Finale IOM
11	Feasibility Plan USTAWI
12	Business Plan USTAWI
13	Orientation Note Democratic Dialogue ¹⁷
14	Political Engagement Strategy
15	Matrices des risques FCS

Audits

Le Fonds a fait l'objet de deux audits en 2021 avec des recommandations claires. Tout d'abord, le FCDO a demandé un audit de diligence raisonnable au début de 2021 qui a examiné la gouvernance et le contrôle externe, la capacité de prestation, la stabilité financière, la prestation en aval et la sauvegarde.¹⁸ Le FCDO a constaté dans l'ensemble que la grande majorité des politiques et procédures du FCS sont conformes aux normes de FCDO, et sur les 17 recommandations, 2 sont majeures, 12 sont modérées et

¹⁷ Financé par GIZ

¹⁸ Ils sont connus en anglais sous le nom de : "governance and external control, ability to deliver, financial stability, downstream delivery, and safeguarding."

4 sont mineures. Le FCDO a demandé au Fonds d'élaborer un plan de réponse aux recommandations en 2022. La réponse aux deux recommandations majeures est la suivante :

<i>Principales recommandations</i>	<i>Réponses</i>
L'UAS utilisera le processus actuel de révision du manuel des opérations pour proposer une harmonisation des règles en matière de sauvegarde.	L'UAS engagera un consultant en 2022 pour cartographier les politiques de sauvegarde du PNUD, de la MONUSCO et des partenaires de mise en œuvre et proposer une marche à suivre réalisable pour le fonds.
Nommer ou désigner un responsable de la sauvegarde qui s'occupera de ces questions et assurera la liaison avec le conseil de financement.	L'UAS désignera cette personne au sein de l'équipe pour superviser le système de sauvegarde à la suite des conclusions du travail des consultants.

Le deuxième audit interne, réalisé par OIOS (office of audit and investigation services) sur demande interne de la MONUSCO s'est concentré sur la gestion de l'UAS, y inclus la gestion du FCS. Bien que les auditeurs aient présenté le projet de rapport au début de l'année 2022, ils ont mené l'audit en 2021 et, à ce titre, les conclusions préliminaires sont consignées ci-dessous. Ces recommandations sont encore à l'état de projet en attendant le partage du rapport final (pas encore reçu au moment de rédiger le présent rapport).

<i>Recommandations préliminaires (draft)</i>	<i>Réponses</i>
Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général devrait coordonner avec son homologue, le Ministre congolais du Plan, l'élaboration et la mise en œuvre de mécanismes visant à assurer une supervision et une responsabilité adéquates du SCF.	Le DSRSG a tenu de nombreuses réunions avec le Ministre congolais du Plan concernant l'absence de contrepartie, et le ministre convient que la question est urgente et attend une décision officielle de sa hiérarchie.
L'UAS devrait accélérer la réalisation d'une évaluation annuelle du SCF afin de déterminer son impact, d'identifier les leçons apprises et d'apporter les améliorations nécessaires pour influencer la mise en œuvre du programme.	L'UAS procède actuellement à son évaluation finale au cours du premier trimestre de 2022
L'UAS devrait (a) évaluer régulièrement les performances et les capacités des partenaires de mise en œuvre ; (b) établir une base de données des partenaires de mise en œuvre contenant toutes les informations nécessaires ; (c) mettre la base de données à la disposition du Comité d'évaluation technique (CET) afin de garantir une sélection éclairée de partenaires de mise en œuvre fiables ; et (d) développer et mettre en œuvre des procédures formelles pour soumettre et documenter les notes verbales individuelles, les rapports d'évaluation technique et la signature des rapports d'évaluation consolidés par tous les membres afin de favoriser la transparence.	La révision du manuel d'opérations a inclus des processus plus solides pour évaluer régulièrement les partenaires de mise en œuvre et leur capacité, y compris l'établissement d'une base de données des partenaires approuvés, et le partage de ces informations avec le Comité d'évaluation technique. L'UAS a toutefois souligné que le processus de sélection comporte des procédures formelles claires pour la soumission et la documentation des notes verbales individuelles, des rapports d'évaluation technique et la signature des rapports d'évaluation consolidés par tous les membres afin de favoriser la transparence.

Gestion des risques

La matrice des risques figure à l'annexe 15 du présent rapport. Normalement, les modifications de la matrice des risques doivent être validées lors de la réunion annuelle ordinaire du CAN. Cependant, cette année, le FCDO a fourni des suggestions-clés pour améliorer la matrice des risques et la gestion des risques lors de la réunion du CAN. Les suggestions ci-dessous seront introduites et examinées par le CAN en 2022. Le rapport de diligence raisonnable du FCDO a recommandé que le Fonds continue à développer son approche du risque et cherche à prendre en compte les risques à tous les niveaux de la mise en œuvre. Cela inclut les points suivants :

- Développer une gestion des risques complète et régulièrement mise à jour.
- S'assurer que les risques soient saisis et gérés au niveau approprié, qu'ils soient opérationnels (programme), techniques ou stratégiques (CAN).
- Mettre en œuvre une formation du personnel sur les risques et veiller à ce que la gestion des risques devienne un outil efficace pour guider la prise de décision du programme.

- Intégrer la gestion des risques en tant que compétence de base pour tous les employés, quelle que soit l'organisation "mère" dont ils proviennent.
- Développer une carte d'assurance des risques qui descend le long de la chaîne de delivery du PNUD. Les cartes d'assurance doivent identifier les lacunes où les risques importants ne font pas l'objet d'une surveillance et d'une assurance suffisantes au niveau du programme, du pays et de l'organisation.
- Développer une articulation claire de l'appétit au risque, y compris la désagrégation d'appétit au risque en différents types de risques, y compris les risques de fraude au sein du programme.